



World Vision



**Projet de Sécurisation Alimentaire des populations vulnérables
dans la province du Logone Occidental (PROSECA)**

RAPPORT FINAL



**EVALUATION DE BASE DU PROSECA
"PROJET DE SECURISATION ALIMENTAIRE DES POPULATIONS VULNERABLES DE LA
PROVINCE DE LOGONE OCCIDENTAL-PROSECA"**

Consortium World Vision - CARE INTERNATIONAL & IHDL)

**PROVINCE DU LOGONE OCCIDENTAL
DEPARTEMENTS DE LAC WEY & NGOURKOSSO
REPUBLIQUE DU TCHAD**

Janvier 2023



Bureau d'Expertise d'Eau - Assainissement
de développement et d'Ingénierie Sociale
BEEADIS

Expertise – Etude – Recherche- Formation- maîtrise d'œuvre

Info line : NIF : 600080935 / CNPS : 201709040145 / RCCM : TC/10 NDJ/17A161 Localisation : Commune de Koundoul derrière Ex péage à 150m côté
Est. Tél : (+235) 66 45 36 34 BP : 2247 N° Compte Bancaire : 04174885301-57 E-mail : beeadis@gmail.com / dakomadi@gmail.com site web :
www.beeadis.org

« Evaluation Baseline _Projet PROSECA – janvier 2023 – Bureau d'étude BEEADIS »

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET FIGURES

REMERCIEMENT

RESUME EXECUTIF

PRINCIPAUX DONNEES DE L'ENQUETE BASELINE

1 CONTEXTE GENERAL	13
1.1 Introduction	13
1.2 But et objectif de l'étude	14
1.3 Questions évaluatives	14
1.4 Considérations éthiques	15
1.5 Formation des enquêteurs	15
1.6 Taille d'échantillonnage	15
1.7 Méthodologique et concepts de l'étude	17
2 CADRE DES RESULTATS (FIGURES ET TABLEAUX)	19
2.1 Identification	19
2.2 Répartition des bénéficiaires par départements	19
2.3 Répartition des bénéficiaires par niveau d'instruction	20
2.4 Situation matrimoniale.....	20
2.5 Répartition par tranches d'âge des enfants	21
2.6 Répartition des Biens agricoles.....	21
2.7 types de cultures et rendements par départements	22
2.8 Méthode de production	22
2.9 Sources d'approvisionnement des semences	22
2.10 Destination des produits agricoles.....	23
2.11 Activités génératrices de revenus.....	23
2.12 Les différentes sources de revenus des ménages	23
2.13 Fréquence de décision sur l'utilisation des bénéfices	24
2.14 Sécurité alimentaire et nutrition	24
2.15 Proportion des ménages utilisant les produits agro pastoraux	24
2.16 Fréquences de consommation alimentaire.....	26
2.18 Gestion des conflits.....	26
2.19 Proportion des ménages croyant aux capacités	27
2.20 Implication des femmes dans la résolution	27
2.21 Proposition pour amélioration du code de la route	28
2.22 Mesure de prévention contre les IST/VIH/SIDA	28
2.23 Mesure de prévention contre le covid19.....	29
2.24 Qualité et rédevabilité.....	29
3 PRINCIPAUX INDICATEURS D' EVALUATION	30
4 CADRE DES RESULTATS FGD	31
5 DIFFICULTES .	39
6 PRINCIPALES SUGGESTIONS DES GROUPES RENCONTRES	39
7 RECOMMANDATIONS	39
8 CONCLUSION	40
9. ANNEXES	

SIGLES ET ABREVIATIONS

SMART : Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et dans le Temps

INSSD : Institut National de la Statistique et des études démographiques

AVEC : Associations villageoises d'Épargne et de Crédits

BEEADIS : Bureau d'expertise d'eau, d'assainissement de développement et de l'ingénierie sociale

PROSECA : Projet de sécurisation alimentaire des populations vulnérables

FGD : Focus groupe de discussion

RECOBAN : Réponse Coordonnée de la Santé et de la Nutrition

MAM : Malnutrition Aigüe Modérée

AGR : Activités génératrice de revenu

IST : Infection sexuellement transmissible

MST : Maladie sexuellement transmissible

VIH : Virus Immuno Humaine

SIDA : Syndrome Immuno Déficient Acquis

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET FIGURES

Tableaux

- 2.1 Tableau 1 : Répartition des bénéficiaires par sous-préfecture et par sexe
- 2.2 Tableau 2 : Répartition des bénéficiaires par niveau d'instruction
- 2.3 Tableau 3 : Situation matrimoniale
- 2.4 Tableau 4 : Répartition par tranches d'âge des enfants
- 2.7 Tableau 5 : rendement 2021
- 2.10 Tableau 6 : Destination des produits agricole
- 2.12 Tableau 8 : Source des revenus
- 2.15 Tableau 9 : SDAM
- 2.19 Tableau 10 fréquence sur la Connaissance du code de la route
- 2.20 Tableau 11 : Connaissance et sensibilisation sur les IST/MST/VIH/SIDA
- 2.22 Tableau 12 Gestes barrières et prise de vaccin COVID19

Figures

- 2.5 Figures 1 : Répartition des Biens agricoles.
- 2.6 Figures 2 : Types de culture et rendement par département
- 2.8 Figure 3 : Méthode de production
- 2.9 Figures 4 : Sources d'approvisionnement des semences
- 2.12 Figure 5 : Source des revenus
- 2.13 Figures 6 : proportion des sources de revenus secondaires
- 2.14 Figures 7 : Fréquence de décision sur l'utilisation des bénéfices des ménages
- 2.15 Figures 8 : Sécurité alimentaire
- 2.16 Figure 9 Existences des Gestions de conflits
- 2.17 Figure 10 : Implication des femmes dans la résolution des conflits et la cohabitation pacifique
- 2.18 Figure 11 : Implication des femmes dans la résolution des conflits par départements
- 2.16 Figure 12 : Gestion des conflits
- 2.21 Figure 13 : Les méthodes de prévention contre les IST/VIH
- 2.23 Figure 14 : Prise de vaccin COVID19
- 2.24 Figure 15 : Remonté des plaintes

REMERCIEMENT

La réalisation de ce rapport d'évaluation initiale sur le projet PROSECA a été possible grâce au soutien généreux de la coopération Union Européenne. Le Gouvernement du Tchad a, quant à lui, apporté via l'Ordonnateur National du FED son appui à la coordination et la mise en œuvre du programme Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (SAN).

Le présent rapport de l'évaluation initiale a été réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la sécurisation alimentaire des populations vulnérables dans la province du Logone Occidental (PROSECA) qui a pour objectif de contribuer à l'accompagnement des populations rurales vulnérables afin d'améliorer durablement leur sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province du Logone Occidental. Plus spécifiquement, il permettra de sécuriser une nutrition appropriée des populations rurales vulnérables par une amélioration des performances des producteurs ruraux et des opportunités économiques de ménages

Le présent rapport d'évaluation a bénéficié d'un certain nombre d'examen par la coordination de projet PROSECA et a fait l'objet de vastes consultations sur le processus. Des précieuses informations et observations ont ainsi pu être recueillies auprès des membres du consortium et du partenaire CARE lors de discussions sur le processus de validations des outils et la planification de la collecte des données. Sur le terrain par messagerie électronique regroupant les différents responsables à différents niveaux de la coordination du projet à savoir : **Albrecht Hartman Bemadjingar Prosper, Alexis Dingamadji, Noel Allarabei, Jean de Dieu Uwamungu Kagenza, gueldjim allahramadji, Firmin Mbaihondoum, Donatien Bigiraneza, Evariste Djerambete, William Renoux et Boylengar Franklin.**

Le groupe des consultants du bureau d'étude BEEADIS constitué du chef de mission Dr Nadji Dakor, M. martin superviseur agronome, M. Kokinagué Allaissem Olivier superviseur sociologue et M. Eric Natoiallah Gestionnaire des données ont participé aux différentes discussions et à la collecte des données. Les consultants dès leurs arrivées à Moundou ont organisé la formation des enquêteurs recrutés par CARE pour la collecte des données dans les ménages. Nous tenons à remercier les différents ADC et les autorités administratives et traditionnelles qui ont permis l'accès dans les villages pour la collecte des données.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit des enquêteurs qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes à la réussite de l'évaluation et avec leurs professionnalismes ont fait preuves de sagesse et de vigilance malgré les difficultés sur le terrain lors de la collecte des données.

Le bureau d'étude BEEADIS avec le groupe des consultants remercient également le Coordonnateur du projet PROSECA avec son équipe en l'occurrence M. **Alexis Dingamadji** pour son hospitalité et son assistance dans la réussite de cette évaluation, Nos remerciements vont aussi à l'endroit du responsable MEAL du projet PROSECA, M, **Bemadjingar Prosper** et de M. **Noel Allarabei**, pour leur appui et orientation dans le cadre de cette ligne de base :

La Coordination du projet PROSECA remercie tout particulièrement les consultants du bureau d'étude BEEADIS pour leur précieuse contribution à la réalisation de cette présente étude et la qualité du rapport.

Appréciant à leur juste valeur toutes ces contributions, la coordination du projet PROSECA assume néanmoins l'entière responsabilité du texte publié, y compris des éventuelles erreurs.

Rapport d'analyse de l'évaluation Baseline PROSECA- janvier 2023

Résumé exécutif

Cette enquête fait partie du dispositif mis en place pour le suivi-évaluation du Projet de sécurisation alimentaire des populations vulnérables dans la province du Logone Occidental- dénommé « **PROSECA** ». L'enquête a pour objectif principal de collecter des données de base (Baseline) qui permettront de suivre l'évolution en continu, le responsable MEAL de CARE, Mr **Bemadjingar Prosper** sur les conditions de vie, de nutrition des populations affectées par la crise et bénéficiaire du projet ainsi que leur environnement socio-économique. Spécifiquement, il s'agit de mesurer, aussi bien au niveau individuel, au niveau du ménage qu'au niveau des groupements producteurs les principaux indicateurs sur : la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur la population relative aux activités économiques, agricoles, l'état alimentaire et nutritionnelle des enfants de 6-23 mois, la perception de la pauvreté et du bien-être, les rôles des femmes dans le ménage, la disponibilité et l'accès aux semences, des connaissances techniques, la gestion des conflits et les modes de transmissions et de préventions des maladies sexuellement transmissibles et le Covid- 19 etc. A part le traitement assez exhaustif des domaines de la vie quotidienne des ménages, un avantage de cette enquête est de fournir des informations par l'approche objective et l'approche subjective des conditions de vie et des mécanismes d'adaptation des ménages.

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 375 ménages représentatifs dans les deux départements de la province du Logone Occidental, ayant au moins un enfant âgé de moins de cinq ans, constituant la population cible du programme. Les ménages sont répartis dans neuf (9) sous- préfectures.

La conception de la méthodologie et des questionnaires a eu lieu en début janvier 2023 et suivi de l'atelier de cadrage, la soumission des outils, validation et la descente sur le terrain. La collecte des données s'est déroulée entre mi-janvier 2023 (du 14 au 19 janvier). Les données ont été nettoyées et analysées juste après la clôture de la collecte des données à Moundou.

Le plan du rapport a été proposé selon la trame du rapport de suivi et d'évaluation de CARE, soumis au consortium pour ajouts et validation avant sa mise en exergue. La rédaction du rapport n'a commencé qu'après la validation du format et le brouillon de rapport provisoire soumis à la date du 26 janvier. Une restitution de l'évaluation avec les grands traits du rapport a été présentée lors de l'atelier de restitution à l'équipe de pilotage à Moundou.

L'objectif global est qu'à la fin de l'année 2026, les 36,330 ménages ciblés par le projet « PROSECA » bénéficieront des situations alimentaires et nutritionnelle améliorées. Tous les indicateurs sont très alarmants aussi bien sur le plan économique, social et même psychologique. Les ménages vivent dans des conditions de vie très précaires. Du point de vue de la qualité, leur régime alimentaire est extrêmement peu varié. Le nombre de groupe d'aliments consommés par semaine par ménage est très réduit : Score de Diversité Alimentaire moyen (SDA) est de 3 sur un score maximum de 12 (on note 5,9 avec un score maximum sur 8 au niveau national). L'alimentation des ménages est très pauvre en calorie : plus de 70% de la population ne consomment pas de produits laitiers, de viandes ou de poissons car les ménages ne consomment que des céréales (y compris le riz, mil pénicillaire et le maïs) seulement 2 jours par semaine. Plus de 64% des ménages ont une consommation alimentaire « pauvre » (21% limité et 15% acceptable).

Plus de huit ménages sur dix sont classés en situation alimentaire « critique » : « moyennement suffisant » ou « pas du tout suffisant » en quantité et « limité » ou « pauvre » en qualité (diversité). Plus de 95% des ménages ont déclaré avoir connu des difficultés alimentaires au cours des sept derniers jours lors des focus group de discussion auprès des informateurs clés. Faute de mécanismes amortisseurs extérieurs, les ménages ont eu recours à des stratégies de survie basées sur le repli sur soi en modifiant leur habitude alimentaire : réduction de la quantité globale de nourriture à chaque repas, réduction du

nombre de repas, orientation vers les aliments non préférés et réduction des repas des adultes. Un appui durable permettant aux populations d'améliorer la situation alimentaire semble donc indispensable.

1. L'insécurité alimentaire au niveau des ménages se répercute durement sur l'état nutritionnel des enfants. Cela se traduit par une Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Selon les ménages, au cours de la période de novembre 2020 à 2022, 35% d'entre eux consomment au moins deux repas par jour contre 34% ne consommant qu'un seul repas (ces données inclut les enfants). Selon l'enquête SMART 2022, la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) est de 10,9% au niveau national avec 2,0% des enfants qui souffrent de la forme sévère. Cependant dans la province du Logone Occidental la prévalence de la MAG est de 6,6%. Les facteurs qui déterminent ces taux de MAG dans cette province sont : (i) les mauvaises pratiques de l'Alimentation du Nourrisson et de Jeune Enfant (ANJE), (ii) les grossesses précoces et rapprochées ; (iii) les manques de connaissances des femmes sur l'allaitement exclusif et alimentation complète ; (iv) manque d'eau potable et mauvaises pratiques d'hygiène et assainissement entraînant les maladies diarrhéiques chez les enfants.
2. Il faut signaler que les 3 spéculations les plus pratiquées par les bénéficiaires de la zone évaluée, sont à 26% l'arachide, 18% le sésame et 16% le sorgho et le mil pénicillaire. Cependant les autres spéculations cultivées dans la même zone sont : le Riz, les légumes, tomates. Par ailleurs, les cultures maraichères sont très connues par les ménages « jardin » mais ne sont pas très développées par manque des connaissances techniques appropriés.
3. En matière de connaissance des techniques agricoles, 76,53% producteurs contre 23,47% ne les connaissent pas. Selon les ménages, cette méconnaissance est une source principale de leur faible capacité de production. Par ailleurs, 53% de ces ménages achètent des semences non améliorées venant des marchés locaux contre 41% provenant de leur propre production et donc non-améliorées.
4. Selon les ménages enquêtés et interviewés, plus de 52% affirment que les rendements agricoles de 2020, 2021 et 2022 ont été mauvais. Plusieurs raisons ont été évoquées par les ménages et les informateurs clés rencontrés. D'après ces ménages plus de 41% sont liées aux "ennemis de la culture" (Chenilles légendaires ; les pucerons ; les criquets, autres nuisibles), 35% dû à des dévastations des champs effectués par les éleveurs et 23% causé par les faibles pluviométries dans les deux dernières années passées. Par ailleurs, l'année agricole 2022 a été marquée par des inondations exceptionnelles, une des causes principales du mauvais rendement des cultures confirmé par les ménages interrogés.
5. En ce qui concerne les méthodes de production, 74% des ménages utilisent les moyens manuels pour les travaux agricoles (utilisant les houes 38%). En revanche, seul 14% utilisent les charrues et 8% disposent de charrette comme moyens de transport.
6. Selon les ménages, 80,53% de leurs produits agricoles sont utilisés pour la consommation et 19,47% pour la vente. Les produits de ses ventes servent aux ménages principalement pour permettre la scolarisation et l'habillement des enfants.
7. Chez les enfants de 6 à 23 mois, la situation est particulièrement préoccupante. En effet, le pourcentage des enfants de 6 à 23 mois ayant consommé deux produits laitiers, un produit des quatre groupes d'aliments, et atteint le niveau minimum de leur besoin énergétique (minimum standard d'alimentation) est statistiquement très insignifiant. A peine 53% des enfants dans les deux (2) départements (Lac Wey et Ngourkosso) :et 48% consomment au moins deux groupes

d'aliments. L'alimentation des enfants est pratiquement tournée vers les céréales pour 65% des enfants.

8. L'insécurité alimentaire fragilise sérieusement l'état de santé de la population vulnérable, en particulier celle ciblée par le projet « PROSECA ». A la fin 2026, le projet souhaite que **R1** : Les producteurs ruraux seront soutenus à travers l'intensification et la diversification des productions agricoles. **R2** : Les ménages vulnérables, en particulier les femmes, seront appuyés par des activités génératrices de revenus complémentaires ; **R3** : La prise en compte de l'impact environnemental, sanitaire et sécuritaire des usagers et la population riveraine dans la mise en œuvre des travaux d'aménagement des pistes de province du Logone Occidental seront améliorés.
9. Les collectes des données ont permis de voir la précarité des conditions de vie des ménages qui se manifeste aussi par la faiblesse de leur pouvoir d'achat. 311 ménages sur 376 arrivent à avoir un bénéfice de moins ou égal à 10.000 FCFA sur les capitaux d'investissements par mois. Les principales activités génératrices de revenus des ménages sont basées sur les travaux agricoles à 43%, le petit commerce à 33% et 24% pratiquent l'élevage de basse classe qui améliore de manière peu significative les revenus de leurs ménages. Cependant, les activités secondaires sont basées à 64% de petites entreprises, petits métiers à 34% et 2% dans le transfert d'argent.
10. 8 femmes sur 10 pratiquent les activités génératrices de revenus et appartiennent à des groupements des femmes productrices ou encore des groupements mixtes (hommes et femmes) et AVEC. Certaines femmes pendant les focus groups ont affirmé être dans les groupements AVEC mais très peu dynamiques. Tout de même, elles affirment avoir accès à des crédits que celles n'ayant aucune appartenance à un groupement n'ont pas
11. La quasi-totalité des ménages se sentent eux même « pauvres » et non satisfaits de leurs conditions de vie quel que soit la dimension considérée aussi bien économique que sociale. Or 46,7% de la population du Logone Occidental vit sous le seuil de la pauvreté selon l'enquête de l'INSEED 2020. Concernant la perception du bien-être économique, plus de 98% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire subjectif estimé à 25.000 FCFA par ménage et par mois. Chiffre confirmé par les déclarations des ménages eux-mêmes, dont la grande majorité des ménages (92%) se sentent « vivre en difficulté » et ne sont pas satisfaits de leur situation financière actuelle. Cette situation est généralisée quel que soit la classification des ménages considérée, sauf pour deux catégories : ceux dirigés par un chef ou une cheffe de ménage producteurs/ trices et ceux qui bénéficient déjà des aides. Ces résultats mettent en lumière la précarité et la faible rentabilité des activités économiques exercées par les ménages, ainsi que l'impact négatif du Covid- 19 et des inondations sur leurs situations.
12. Les conflits sont en recrudescences dans les zones selon les ménages rencontrés avec 81% des cas violences enregistrés. Par ailleurs, 54% confirment l'implication des femmes dans la gestion des conflits. Par ailleurs, lors des discussions de groupes, les informateurs déplorent le nombre inférieurs des femmes dans le comité de gestion des conflits.
13. 88% des ménages ne connaissent pas les gestes- barrières contre le Covid-19 et seul 12% connaissent quelques mesures barrières à savoir : Le port obligatoire du cache-nez, le lavage des mains, la distanciation sociale etc. En ce qui concerne le vaccin contre le covid-19, 92% acceptent d'être vaccinés contre 8% qui ne sont pas prêt à être vaccinés pour des raisons diverses.

14. En ce qui concerne, la connaissance sur les maladies sexuellement transmissibles, 80,80% est au moins informé des IST/VIH/SIDA. En revanche, 81% n'ont pas connaissance des modes de transmission de la maladie contre 18,93% qui ont une connaissance des voies de transmission et des mesures préventives contre les IST/VIH/SIDA.
15. 81% des ménages et groupes rencontrés, ne connaissent pas le code de la route contre 19% qui le connaissent. Par ailleurs, 9/10 ménages ne sont pas sensibilisés sur le code de la route selon les entretiens.
16. A propos des mécanismes de plaintes et de feedback, 69,33% des ménages ne connaissent pas les méthodes contre 30,67% qui ont une connaissance sur les méthodes de transmission et de gestion des plaintes et des feedbacks.
17. Parmi les domaines particuliers de la vie quotidienne, les ménages se plaignent surtout de l'alimentation et de l'habillement : plus de 98% des chefs de ménage déclarent être non satisfaits de leur situation actuelle, à l'exception des ménages dirigés par un agropasteur ou producteurs. Même chez les ménages agricoles où l'autoconsommation est sensée atténuer l'insuffisance, la situation est la même que chez les autres catégories de ménages. Ce qui montre que les problèmes de l'alimentation dans le sud découlent aussi bien des contraintes de revenus que de l'insuffisance de la production et de l'offre. Par contre, en ce qui concerne l'accès à l'eau, le problème n'est pas tellement dû aux contraintes au niveau de la demande (faible capacité des ménages à en procurer), mais plutôt aux contraintes au niveau de l'offre (disponibilité, maîtrise de la distribution).
18. Le faible niveau de développement de l'économie locale ne fait qu'aggraver la situation des ménages. En effet, en plus des conditions de vie très précaire des ménages, leur faible pouvoir d'achat, le mauvais état de santé limitant la capacité physique et le temps disponible des individus pour les activités économiques, le découragement suite au manque structurel d'opportunités d'emplois décent est à l'origine de la faible insertion sur le marché du travail. Le taux d'activité est seulement de 30% chez les ménages ciblés par le projet « PROSECA » alors qu'il dépasse 65% sur l'ensemble des ménages dans le Lac Wey et Ngourkosso.
19. Le manque d'opportunités d'emplois décent oblige les actifs potentiels notamment la main d'œuvre masculine à émigrer vers d'autres endroits et d'autres zones de la province du Logone occidental (c'est-à-dire des départs des zones rurales vers les centres villes comme N'Djamena ; le nord Cameroun, la RCA ou le Nigeria).

Principaux résultats de l'évaluation de Baseline du programme PROSECA – 2023

Indicateurs	Données initiales	Mi-parcours	Finale
Bien de production			
Possession des biens de production agricole			
Houe	38%		
Charrue	14%		
Charrette	8%		
Autres (Pelles, machette, décortiqueuses)	40%		
Evaluation production spéculations			
Arachide	26%		
Sésame	18%		
Sorgho	16%		
Mil penicillaire	16%		
Riz	7%		
Légumineuse	7%		
Manioc	7%		
Tomate	2%		
Connaissances des techniques agricoles			
Oui	76,53%		
Non	23,47%		
Application des techniques agricoles			
Non	68,18%		
Oui	31,82%		
Sources des semences cultivées			
Achat au marché	53%		
Propre production	41%		
emprunt	3%		
Aide des parents	2%		
Répartition rendement campagne 2021			
Bon	14%		
Faible	33%		
Mauvais	53%		
Rendement du campagne 2021			
Bon	14,40%		
Faible	33,07%		
Mauvais	52,53%		
Raisons de mauvais rendement			
Ennemis des cultures	41%		
Dévastation des champs	35%		
Faible pluviométrie	23%		
Autres (inondation, mauvaises répartition pluvieuse)			

Méthode de production			
Manuelle	74,60%		
Mécanique	8,56%		
Production agropastorale	16,84%		
Sources de revenus et pratiques			
Principales destination des produits agricoles			
Autoconsommation	80,53%		
Vente	19,47%		
Trois principales sources de revenus			
Agricole sous pluie	43%		
Petit commerce	33%		
Elevage	24%		
Ménages ayant des sources des revenus secondaires			
Non	70%		
Oui	30%		
Revenus secondaires			
Transfert d'argent	2%		
Artisanat/petits métier	34%		
Petites entreprises	64%		
Habilité prise de décision sur l'utilisation BNCE_AGR			
Femmes	50%		
Garçons	1%		
Hommes	39%		
Tout le monde	10%		
Revenu des membres AVEC			
<2000	82%		
2000-4499	9%		
4500-6999	6%		
Revenus moyens des AVEC	2090F CFA		
Sécurité Alimentaire Nutrition			
SCA des Ménages enquêtés			
Pauvre	64%		
Limité	21%		
Acceptable	15%		
Prise des repas des enfants par jour			
3 repas et plus	3%		
3 repas	28%		
1 repas	34%		
2 repas	35%		
Prise des repas des adultes par jour			
2 repas	46%		
1 repas	39%		
3 repas	12%		

3 repas et plus	2%		
Conflits soumis et gérés			
Non	65%		
Oui	35%		
Implication des femmes dans la gestion des conflits			
Non	54%		
Oui	46%		
Mesures preventives_IST_COVID			
Connaissance des gestes barrières contre COVID_19			
Non	88%		
Oui	12%		
Prise des vaccins COVID-19			
Non	8%		
Oui	92%		
Ménage ayant cité au moins 3 mesures barrières			
Port obligatoire des masques	336		
Lavages des mains	316		
Distanciation sociale	255		
Eternuer sur le code	58		
Participation aux séances de sensibilisation contre les IST/VIH/SIDA			
Non	19,20%		
Oui	80,80%		
Connaissances des 3 types des méthodes de lutte contre IST/VIH			
Non	81,07%		
Oui	18,93%		
Connaissances des préventions			
Rapport non protégé	41%		
De la mère à l'enfant	31%		
Matériels usés par les porteurs	28%		
Connaissance Code de la route			
Non	81%		
Oui	19%		
Redevabilité			
Connaissance des plaintes et feedback			
Non	69,33%		
Oui	30,67%		
Connaissance des plaintes et feedback			
Contact direct au personnel du projet	1%		
Par les comités de plaintes	49%		
Par les leaders communautaires	50%		

1. CONTEXTE GENERAL

1.1. Introduction :

La présente évaluation de base s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de sécurisation alimentaire des populations vulnérables dans la province du Logone Occidental (**PROSECA**) appuyé par le programme sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) financé par l'Union Européenne au Tchad pour une période de 48 mois (4 ans) avec 36,330 bénéficiaires finaux. Le projet PROSECA vise à contribuer à l'accompagnement des populations rurales vulnérables afin d'améliorer durablement leur sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province du Logone Occidental.

D'une manière spécifique, il permet de sécuriser une nutrition appropriée des populations rurales vulnérables par une amélioration des performances des producteurs ruraux et des opportunités économiques de ménages. Par ailleurs, trois (3) indicateurs ont été définies (**R1**) Les producteurs ruraux seront soutenus à travers l'intensification et la diversification des productions agricoles; (**R2**) Les ménages vulnérables, en particulier les femmes, seront appuyées par des activités génératrices de revenus complémentaires; (**R3**) : La prise en compte de l'impact environnemental, sanitaire et sécuritaire des usagers et la population riveraine dans la mise en œuvre des travaux d'aménagement des pistes du Logone Occidental sera améliorée.

Le projet a été élaboré en étroite collaboration avec les membres de ce consortium, composé de World Vision qui assure le lead, CARE International, l'ONG IHDL partenaire local.

Dans le but d'atteindre les résultats prévus dans le cadre de ce projet, il a été prévu une évaluation initiale qui a pour objectifs d'établir la situation de référence des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la **Province de Logone Occidental**, Département de Lac Wey et Département de Ngourkosso (9 Sous-préfectures : Bah, Bébaïem, Benoye, Déli, Dodinda, Mballa-Banyo, Mbalkabra, Moundou, Ngondong) d'intervention du projet tout en décrivant la situation actuelle. Cela permettra d'apprécier les progrès ultérieurs dans la vie du projet. Les différents indicateurs seront comparés avec les données recueillies en fin de projet.

Pour disposer des données de base sur la situation au démarrage des activités du projet dans les provinces départements, sous-préfectures, cantons, villages retenus, il est primordial d'organiser cette étude de base qui permettra de suivre les indicateurs non renseignés du début jusqu'à la fin du projet. Cette étude de base permet d'assurer un suivi dans le temps et mais aussi de mesurer les progrès réalisés.

1.2. But et objectifs de l'évaluation

La présente évaluation initiale permet de renseigner les informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (production agriculture et de l'élevage), les sources des revenus, les connaissances sur la gestion des conflits et la cohabitation pacifique, la connaissance sur les maladies, le code de la route ainsi que les mécanismes de gestion des plaintes et feedback dans les deux Départements de Lac Wey et Ngoukosso dans la province du Logone occidental.

D'une manière spécifique, il vise à :

- 1) Collecter les informations permettant de définir la situation de référence des ménages et faciliter les projections (reconnaitances) de changements durant le cycle de vie du projet.
- 2) Renseigner les indicateurs définis afin d'obtenir leur niveau de référence au démarrage du projet ;
- 3) Mesurer les valeurs de référence des indicateurs clés de la sécurité alimentaire ;
- 4) Obtenir des informations de base pour le suivi de l'insécurité alimentaire ;

- 5) Collecter des données qualitatives pour aider le personnel du projet à définir des approches efficaces en vue d'améliorer le dessin et la mise en œuvre du projet ;
- 6) Approche (Genre, Résilience et Gouvernance)
- 7) Formuler des recommandations en vue d'une meilleure orientation des activités de la sécurité alimentaire ;
- 8) Faire l'examen de la cartographie des parties prenantes.

1.3. Questions évaluatives

L'outil de collecte des données comporte plusieurs sections définies selon les indicateurs dans le cadre logique du projet comme suit :

- section 0 : Identification
- section 1 : Possession des biens
- section 2 : Evaluation de la production
- section 3 : Destination des produits agricoles
- section 4 : Activités génératrice de revenus
- section 5 : Sécurité alimentaire
- section 6 : Score de consommation alimentaire des ménages
- section 7 : Indice des stratégies d'adaptation
- section 8 : Gestion de conflit et cohabitation pacifique
- section 9 : Environnement et secteur routier
- section 10 : Santé et prévention des maladies
- section 11 : Qualité et redevabilité

1.4. Considérations éthiques

Les objectifs de l'étude et les procédures de collecte de données ont été expliqué en détail aux autorités administratives, traditionnelles et les ADC. Au cours de cette étude les aspects éthiques ont été pris en compte. La participation à l'étude était volontaire. Le consentement libre, éclairé et verbal ont été obtenu avant chaque entretien.

1.5. Formation des enquêteurs :

Vendredi 13/01/2023 s'est tenu dans la grande salle de réunion de la coordination de projet PROSECA à Moundou un atelier de renforcement des capacités de dix (10) enquêteurs sur la méthodologie des collectes de données dans le cadre de l'évaluation initiale sur le projet PROSECA.

Débuté à 10H12 par les mots de salutation et la présentation de l'agenda de l'atelier de formation par M. Prosper et suivi de la présentation des objectifs de l'atelier de formation, les résultats attendus de l'étude par le coordonnateur du projet qui exhorte les enquêteurs à s'ouvrir aux formateurs. Pour ce fait, le Coordonnateur du projet M. DINGAMADJI Alexis a présenté le projet PROSECA (Voir la présentation en Annexe). Il faut noter que la présentation du coordonnateur a permis aux enquêteurs de s'imprégner du

contexte et de l'environnement auquel le projet doit être mis en œuvre qui est résumé en 05 axes principaux à savoir :

- Les objectifs du projet
- Les zones de mise en œuvre
- Les principaux bénéficiaires du projet
- Les résultats attendus
- Et les activités prévues.

Après la présentation, quelques questions ont été posées par les enquêteurs et dont les éléments des réponses ont été apportés par le coordonnateur.

L'objectif principal de cette formation permet de renforcer les capacités des enquêteurs sur :

- Les différentes méthodes et outils de collecte des données à base d'un logiciel kobotolbox collecte ;
- Partager les expériences sur les bonnes pratiques pour une collecte des données efficaces et efficientes ;
- Et rappeler leurs rôles, les attitudes et comportements à tenir vis-à-vis des ménages lors de collecte des données sur le terrain (Voir dans le module de formation en annexe).

1.6. Taille d'échantillonnage

La base de sondage est constituée, pour chaque cible. L'échantillonnage est établi à partir de la situation réelle sur le terrain ainsi que la structure démographique de la population cible de l'enquête. En vue de réaliser la collecte des données, pour deux départements (9 Sous-préfectures), des focus group sont réalisés selon le tableau cité ci-haut. Faisant l'objet de l'enquête, les groupes de ménages sont constitués des ménages riches économiquement, ménages moyens, ménages pauvres et des ménages dirigés par des femmes qui sont privilégiées lors des FGD.

Données :

- Bénéficiaires cibles
- Nombre des bénéficiaires directs : 6055 ménages direct
- Nombre de départements : 02
- Taille d'échantillonnage à enquêter : 375 ménages représentant 6055 ménages

Cette enquête de base utilise une méthode d'échantillonnage par sondage probabiliste à deux niveaux :

- ✓ **Au 1er Niveau : la sélection bénéficiaire** (ménages) dans les 2 départements, soit 9 Sous-Préfectures comme unité primaire au prorata du nombre de ménages dans les villages de 9 Sous-Préfectures sur la base de la cartographie du projet établit pour 6055 ménages prévus ;
- ✓ **Au 2e Niveau** : la sélection des unités secondaires sont les ménages par un tirage aléatoire systématique.

Le processus de détermination de la taille de l'échantillon est basé sur les prévalences des indicateurs clés à mesurer lors de cette enquête (taux d'insécurité alimentaire, taux de la prévalence des maladies

hydriques, etc.). Il faut relever que la taille de tout échantillon dépend avant tout de la précision recherchée et de la fiabilité des analyses statistiques et non de la taille de la population dont l'échantillon est extrait. Autrement dit, il est question de déterminer le nombre de ménages optimal à enquêter en vue d'atteindre une précision souhaitée a priori. Le principe consiste à calculer cette taille (n), avec une estimation à une précision de près (fixée) avec 95% de confiance sur les indicateurs à renseigner. La taille de l'échantillon est donc déterminée par la formule suivante :

$$n = \frac{t^2 * N}{t^2 + (2e)^2(N - 1)}$$

Où **n** est le nombre de ménages à sélectionner ; **N** est la population sur laquelle on va faire l'échantillonnage ; **t**=1.96 ; **e** est la marge d'erreur absolue de 5% (valeur type = 0,05).

En considérant N= 6055 (sachant que 6055 est le nombre de bénéficiaires direct du projet).

$$n = \frac{1.96^2 * 6055}{1.96^2 + (2 * 0.05)^2(6055 - 1)}$$

Le résultat nous donne 361 et on y ajoute une marge de 5% pour prendre en compte de manière anticipative les erreurs que seront commis sur certains questionnaires, ce qui porte le nombre total à 375 et en arrondissant, **n= 375 ménages cible pour cette étude de référence**. Ce nombre total de ménages est pour les neuf Sous-Préfectures des départements de la province du Logone Occidental.

N°	SOUS-PREFECT	NBRE DE BNF DIRECT	MENAGES	ECHANTILLON PAR SOUS-PREFECTURE
1	Bah	4362	727	45
2	Bebalem	3150	525	35
3	Benoye	4602	767	47
4	Deli	4122	687	42
5	Dodinda	3228	538	35
6	Mbalkabra	3960	660	40
7	Mballah	3960	660	40
8	Moundou	4416	736	45
9	Ngondong	4530	755	46
	Total	36330	6055	375

Le recueil des données avec le questionnaire ménages s'est ainsi opéré numériquement auprès de 375 ménages avec des tablettes configurées à cet effet et permettant ainsi d'alimenter la base de données directement pendant les enquêtes.

1.7. Méthodologie et conception de l'étude

La réalisation de la Baseline s'est opérée à travers les activités ci- dessous :

- Rencontre de cadrage ayant regroupé l'équipe des consultants de BEEADIS et celles de la coordination de consortium ;
- Formation des enquêteurs sur la méthodologie, les attitudes et comportements des enquêteurs ;
- Collecte des données secondaires et primaires ;
- Traitement et analyse des données ;
- Élaboration du présent rapport provisoire.

1.7.1. Rencontres de cadrage

Tenue le 05 janvier 2023 de 10h à 11 h 30 en virtuel, elle s'est fixée sur les principaux points suivants :

- Présentation des outils ;
- L'approche méthodologique pour la collecte des données terrain ;
- Les échéances de réalisation de l'étude ;

1.7.2. L'approche méthodologique était basée sur deux approches :

- Une approche qualitative basée sur l'analyse sur l'organisation des focus groupes avec les bénéficiaires, observations directes, les rencontres avec les partenaires, les informateurs et la revue des documents du projet notamment : le cadre logique, les outils pour l'évaluation de Baseline : le questionnaire sur la situation Baseline, le manuel de l'enquêteur Baseline, le questionnaire santé nutrition, le manuel de l'enquêteur santé nutrition, le document de plan d'échantillonnage, les plans d'analyse du questionnaire socioéconomique, santé, nutrition et de la bibliographie afférente à ce type de projet. Le but de cette approche était d'identifier et d'indiquer les sources potentielles d'informations, des données les plus fiables et récentes en rapport avec les objectifs et les activités du projet.
- Une approche quantitative basée sur le questionnaire ménage prenant en compte la vérification des principaux indicateurs d'activités et la cohérence avec les objectifs du projet. Les principaux indicateurs à collecter et à suivre étaient ceux relatifs aux données nutritionnelles, de santé, d'hygiène, de sécurité alimentaire, de données sur la possession de bien, des revenus et des dépenses.

1.7.3. Collecte des données primaires et secondaires :

Les outils de collecte de données ont été validés par la coordination du projet PROSECA et en appui du responsable de Suivi-Evaluation. Dans chaque cercle de la zone d'intervention du projet il était convenu d'administrer les questionnaires selon les nombres prévus dans le tableau prédéfini.

a) Collecte des données secondaires

La revue documentaire a permis d'exploiter les sources documentaires du Projet PROSECA couverts par l'étude. Elle a ainsi permis de faire l'échantillonnage d'une part et de collecter d'autre part les données secondaires nécessaires au renseignement surtout des indicateurs à niveau.

b) Collecte des données primaires

La collecte et l'exploitation des données secondaires ont été renforcé par le recueil des données primaires avec les outils de collecte suivants :

- Le questionnaire ménage pour recueillir les données relatives aux activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Le guide d'entretien pour collecter des informations auprès des autorités administratives, services techniques déconcentrés, collectivités locales décentralisées, Autorités coutumières et religieuses, organisations des producteurs, autres personnes ressources (ADC, Chef des villages, chef de cantons etc.) ;
- Le guide d'entretien avec les partenaires.

1.7.4. Traitement et analyse des données

a) Traitement des données

Les données collectées numériquement sur des tablettes ont été stockées dans une base de données et apurées. Le statisticien de BEEADIS a ainsi élaboré un programme approprié dans le logiciel Excel avancé pour générer les valeurs permettant de renseigner certains indicateurs. Les données secondaires et celles provenant des autres outils ont été directement traitées par les experts du bureau d'étude BEEADIS qui ont finalisé les calculs des valeurs de référence des indicateurs non renseignés avec les données provenant de l'enquête ménage. Le tableau ci-dessous donne la typologie des ménages enquêtés :

Sous-préfectures	Nbr Prévus	J1	J2	J3	J4	J5	Nbr réalisé
Bah	45	45					
Ngondong	46	46					
Deli	42		42				
Dodinda	35		35				
Mbalkabra	40			40			
Mballah	40			40			
Bebalem	35				35		
Benoye	47				47		
Moundou rural	45					45	
Total	375						375

b) Méthodes d'analyse des données

La liste des indicateurs a été numérotée afin de faciliter leur référence dans l'analyse. On distingue principalement deux formes d'expression des indicateurs : les indicateurs sous forme de proportion exprimés en pourcentage et les indicateurs sous forme de variables à niveau. Pour chacun des indicateurs exprimés en pourcentage hormis les indicateurs exprimés en taux (indicateurs OG 1 et R.1.4), le calcul est opéré avec la formule suivante : (Quantité de la variable ciblée /Quantité totale de la variable enquêtée) x 100

En ce qui concerne les variables à niveau, les valeurs ont été calculées avec les données collectées auprès des sources documentaires et des personnes ressources. La plupart des indicateurs d'extrants ont une valeur nulle car l'évolution de leur valeur dépend principalement de l'intervention du PROSECA.

CADRE DES RESULTATS

2.1 Tableau 1 : Répartition des bénéficiaires par sous-préfecture et par sexe

Répartition _ Sous-préfecture	F	M	Total
Bah	33	12	45
Bebalem	20	15	35
Benoye	39	8	47
Deli	22	20	42
Dodinda	18	17	35
Mbalkabra	22	18	40
Mballah Banyo	25	15	40
Moundou Rurale	29	16	45
Ngondong	31	15	46
Total	239	136	375
Proportion	64%	36%	100%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Lors de cette évaluation de base 375 ménages ont été enquêtés. Il faut souligner que 64% des ménages touchés sont dirigés par les femmes contre 36% par les hommes. La forte proportion des chefs de ménages de sexe féminin montre ainsi l'intérêt qu'accorde le projet PROSECA aux ménages dirigés par les femmes compte tenu de leur vulnérabilité et sont exposés aux risques dans leurs activités quotidiennes pour subvenir aux besoins de leurs ménages respectifs notamment : lors des collectes de l'eau, les bois de chauffage, effectuant de longues distances pour accéder aux marchés hebdomadaires pour écouler leurs produits agricoles.

2.2 Tableau 2 : Répartition des bénéficiaires par niveau d'instruction

Niveau instruction _ Departmt	Repartition
Lac Wey	78%
Alphabétisé	1%
Aucun	19%
Primaire	36%
Secondaire	21%
Superieur	1%
Ngourkosso	22%
Alphabétisé	0%
Aucun	8%
Primaire	7%
Secondaire	6%
Superieur	1%
Total général	100%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Le résultat de tableau nous montre que le niveau des élèves filles à l'école primaire est élevé dans le département Lac-wey, au niveau supérieur ce n'est pratiquement rien. Dans le département Ngourkosso, le nombre de ceux qui n'ont aucun niveau dépasse les autres.

Par ailleurs, lors des focus group, les bénéficiaires ont déplorée le manque d'initiative des partenaires a programmé des cours en alphabétisation. Car pour les femmes dans le passé leurs parents ne leurs permettent pas d'aller à l'école surtout les femmes et les filles dont leurs places est à la maison pour les travaux ménagères et aux foyers confirment plusieurs femmes.

2.3 Tableau 3 : Situation matrimoniale

Situation Matrimoniale	Repartition
Lac Wey	78%
Célibataire	1%
Divorcé	1%
Marié Monogame	38%
Marié Polygame	23%
Séparé	7%
Veuf	9%
Ngourkosso	22%
Célibataire	0%
Divorcé	0%
Marié Monogame	15%
Marié Polygame	3%
Séparé	1%
Veuf	2%
Total général	100%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Dans le tableau ci-dessous, les résultats montrent que plus de la moitié des bénéficiaires se déclarent mariés monogame (38% à Lac Wey et 15% à Ngourkosso). Il est à remarquer qu'à la suite des mariés monogames viennent les polygames avec une proportion de 23% dans le Lac Wey et 3% à Ngourkosso.

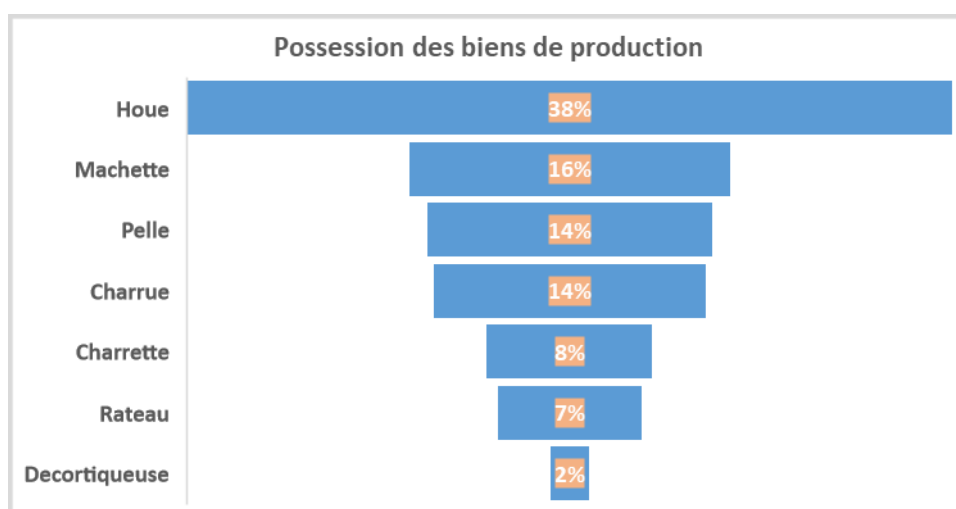
2.4 Tableau 4 : Répartition par tranches d'âge des enfants

Étiquettes de lignes	Nombre des filles de 0 à 59 mois	Nombre des garçons de 0 à 59 mois	Nombre des hommes moins de 18 ans	Nombre des femmes moins de 18 ans	Nombre des hommes de plus de 18 ans	Nombre des femmes de plus de 18 ans	Total
Lac Wey	348	331	448	377	357	419	
Ngourkosso	80	76	104	116	99	107	
Total général	428	407	552	493	456	526	2862

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Le nombre des hommes moins de 18 ans est élevé dans les deux départements, et le nombre des garçons compris entre 0 à 59 mois sont moins nombreux. Par contre, les ménages déplorent l'absence des programmes mise en œuvre en faveur des enfants et surtout les dépistages des enfants malnutris dans les deux départements.

2.5 Figures 1 : Répartition des Biens agricoles.

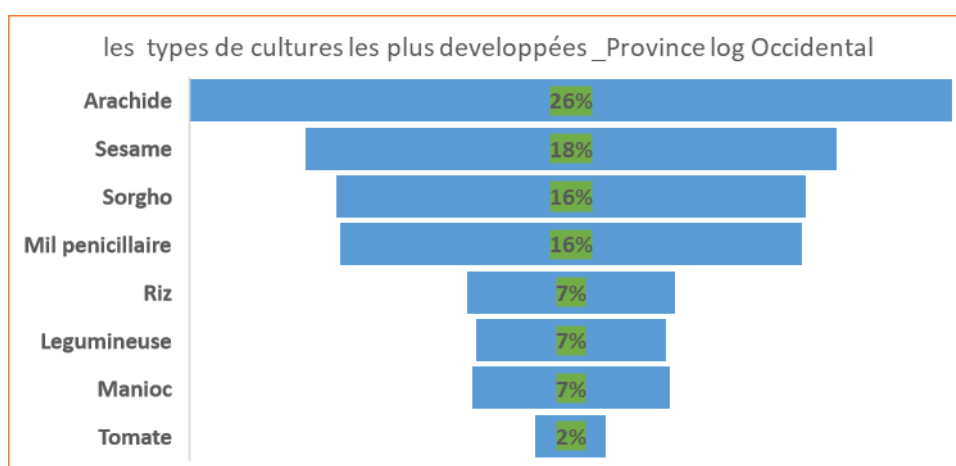


Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Il faut signaler que 38% des ménages pratiquent l'agriculture avec les moyens manuels c'est-à-dire avec les houes contre 8% qui disposent des charrues pour les travaux agricoles. Cela montre à suffisance l'état de pauvreté des ménages qui témoignent que malgré les efforts, ils n'arrivent pas à augmenter leurs productions agricoles. Car l'insuffisance des biens et des outils agricoles ne leurs permettent pas d'agrandir la capacité des champs. Ceux qui détiennent les charrues sont considérés comme les plus nantis dans les villages selon les femmes. D'autre part, les femmes déplorent l'appui de l'Etat avec des biens agricoles pour renforcer leurs productions à savoir les Tracteurs et autres.

2.6 Figures 2 : Types de culture et rendement par département

La pratique de l'agriculture dans les deux départements à l'instar des autres provinces du Tchad est tributaire des aléas climatiques (les saisons pluvieuses qui deviennent de plus en plus moyennes) et la non-maitrise de l'eau empêche le développement des cultures contre saison dans cette province. En effet, les ménages bénéficiaires de ce projet ont préféré des spéculations plus rentables au détriment des moins rentables réduisant ainsi l'accès à une diversité de produits alimentaire. C'est ainsi que lors de cette étude de base, les types de cultures les plus prisées sont l'arachide à 26% et le sésame à 18%. Il faut aussi noter que les céréales sont développées notamment : le sorgho, le mil pénicillaire qui représentent 16% des cultures. Le riz, les légumineuses et le manioc représente 7% des cultures et la tomate demeure minoritaire avec une proportion de 2% selon les informations fournies par le graphique ci-dessous.



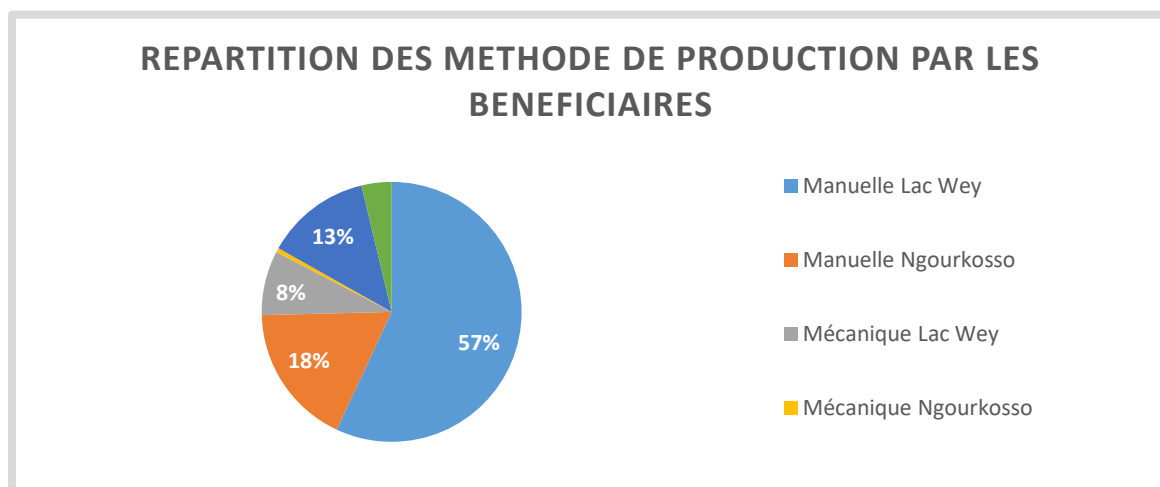
2.7 Tableau 5 : rendement 2021

Rendement campagne 2021	Lac Wey	Ngourkosso	Total général
Bon	11%	3%	14%
Faible	27%	6%	33%
Mauvais	40%	12%	53%
Total général	78,13%	21,87%	100,00%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Les informations apparues sur le tableau montrent que la campagne de 2021 a été mauvaise dans les deux départements ciblés. Les ménages bénéficiaires ont des connaissances sur les techniques agricoles innovantes mais ils ne disposent pas des moyens ou des matériels pour les appuyer. A la question d'application de ces techniques, Sur les 375 ménages enquêtés ,68% ont déclaré ne pas appliquer les techniques innovantes contre 32% qui mettent en pratique les techniques modernes innovantes en matière de la culture agricole et leur vulgarisation. Les raisons de ces faibles niveaux sont entre autres selon les chefs des ménages, la mauvaise gestion des terres, l'insuffisance des semences, le difficile accès à diverses semences, les conflits, la taille réduite des champs et les aléas climatique et environnementaux.

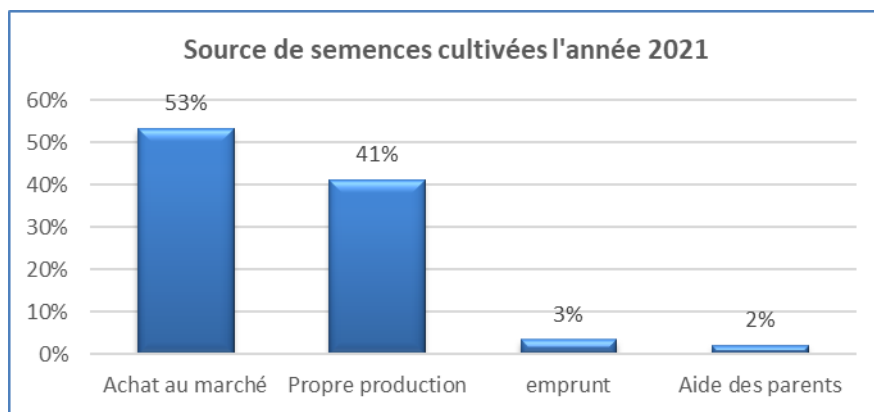
2.8 Figure 3 : Méthode de production



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Sur les 03 modes de production, le résultat nous montre que la méthode manuelle est plus élevée par rapport aux autres dans les deux départements touchés.

2.9 Figures 4 : Sources d'approvisionnement des semences



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Dans cette figure, les données renseignées nous montrent que, parmi les différentes sources d'approvisionnement de semences que les producteurs utilisent, celles de département Lac wey proviennent en grande partie par l'achat du marché et les restes par leur propre production. Même réalité dans le département Ngourkossou. Bien que, au Lac wey, le nombre est important.

2.10 Tableau 6 : Destination des produits agricole

Principales destination_produit	Repartition
Autoconsommation	80,53%
Vente	19,47%
Total général	100,00%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Dans les deux cas, le résultat montre que les producteurs agricoles consomment en grande partie les produits récoltés. Mais ceux qui sont réservés pour la commercialisation ne sont pas significatifs.

2.11 Tableau 7 : Activités génératrices de revenu

Ménages ayant des sources revenus secondaires	Répartition
Non	70%
Oui	30%
Total général	100,00%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Les principales sources de revenus des ménages dans les deux (02) départements soutenus par le projet PROSECA sont constituées fondamentalement des produits de récolte issus de l'agriculture avec une proportion de 43% suivi de petits commerces (33%) et l'élevage (24%).

A la question de savoir, à part les 03 principales sources de revenus, comment les différents ménages se débrouillent pour se prendre en charge économiquement, 70% des ménages ont déclaré qu'ils n'ont de secondes sources de revenu contre 30% qui ont répondu dans l'affirmatif.

2.12 Les différentes sources de revenu des ménages

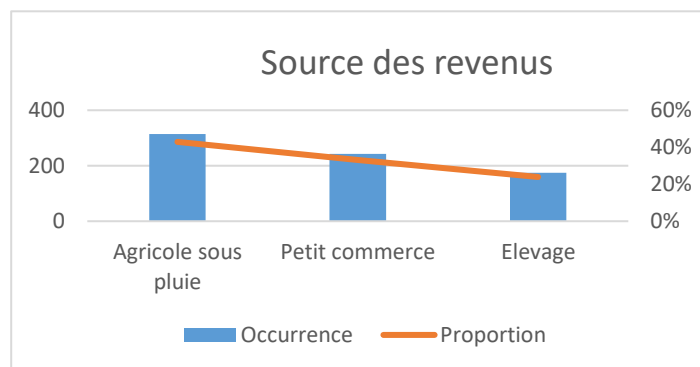
Parmi les 03 types des revenus, celui qui rapporte plus par rapport aux autres est l'agriculture pluviale. Vu les résultats issus de cette analyse et le graphique ci-dessous, il est à constater que la culture entrepreneuriale est très développée dans la province du Logone Occidental et précisément dans les 09

sous-préfectures soutenues par le projet. Il faut noter que La création des petites entreprises est dominante avec une proportion de 64%, secondé l'artisanat/métiers (32%) et les transferts d'argent via les compagnies de téléphones mobiles (Airtel et Tigo) sont les sources secondaires dans la plupart des ménages bénéficiaires des femmes représentaient aussi une source importante de revenus. Il faut aussi noter que les informations qualitatives collectées au niveau des ménages sont similaires à celles des résultats de la collecte quantitative.

Tableau 8 : Source des revenus

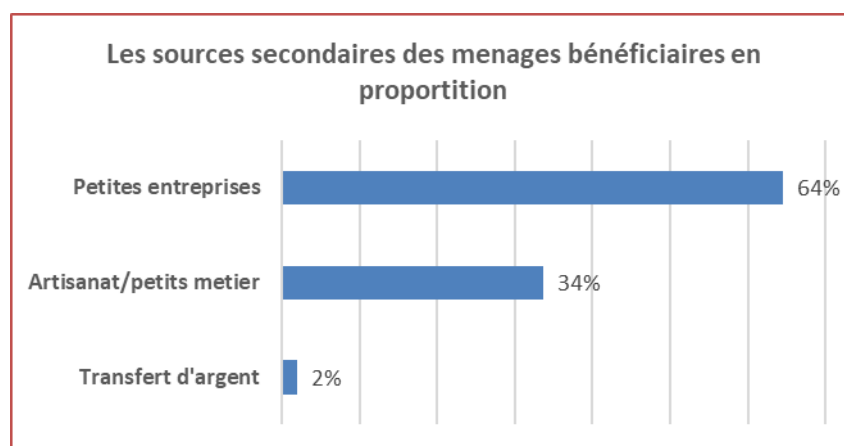
Trois principales sources	Occurrence	Proportion
Agricole sous pluie	314	43%
Petit commerce	243	33%
Elevage	175	24%
Total	732	100%

Figure 5 : Source des revenus



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

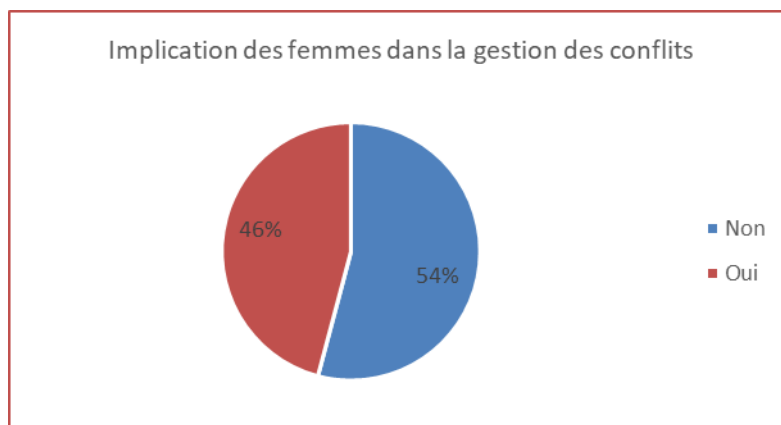
2.13 Figures 6 : proportion des sources de revenus secondaires



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Pour ce résultat, l'on relève que la bonne partie des ménages tire leurs sources de revenus sur les petites entreprises par rapport aux petits métiers et transfert d'argent.

2.14 Figures 7 : Fréquence de décision sur l'utilisation des bénéfices des ménages



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

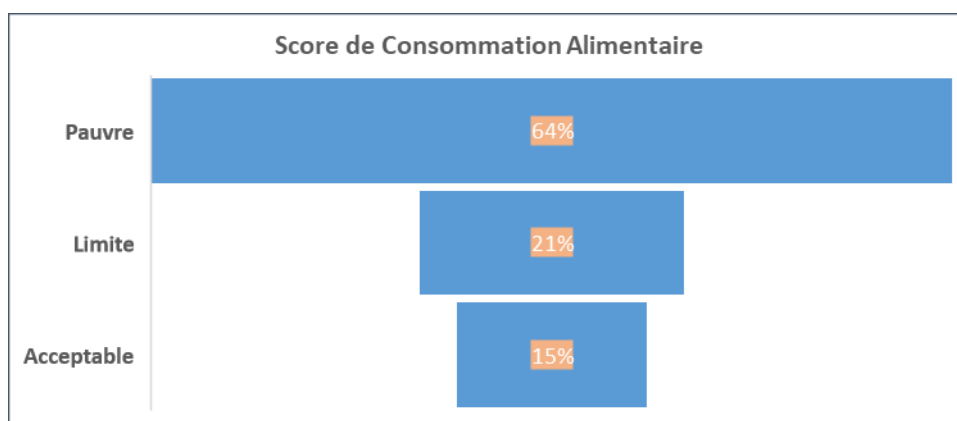
A ce niveau, les femmes prennent plus des décisions dans le ménage par rapport aux hommes dans la gestion des revenus théoriquement. Mais selon les hommes rencontrés, la décision finale se fait que par les hommes.

2.15 Figures 8 : Sécurité alimentaire

Elle est mesurée par le Score de Consommation alimentaire (SCA) et Le Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM).

Le score de consommation alimentaire (SCA) est un score composite (standardisé du PAM) calculé pour refléter la diversité alimentaire, la fréquence de consommation ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par un ménage. C'est un indicateur proxy de l'accès des ménages à l'alimentation et du niveau de Sécurité alimentaire du ménage. Ce score est la somme de la fréquence de consommation de chaque groupe alimentaire (plafonné à 7 jours) multiplié par le coefficient de pondération du groupe d'aliments.

A la lecture du graphique ci-dessous, 64% des ménages ont une consommation alimentaire Pauvre, 21% ont un score de consommation limite et 15% seulement ont un score de consommation acceptable.



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Le score de diversité alimentaire (SDAM) permet de catégoriser le régime alimentaire du ménage. Il représente la variabilité des groupes d'aliments qui interviennent dans le panier de la ménagère à l'intervalle d'un jour pour confirmer si le régime alimentaire du ménage est diversifié tant du point de vue

macronutriments que micronutriments. Les ménages consomment en moyenne 2 à 5 groupes d'aliments au cours des dernières 24 heures ; ce qui montre globalement une bonne diversification alimentaire.

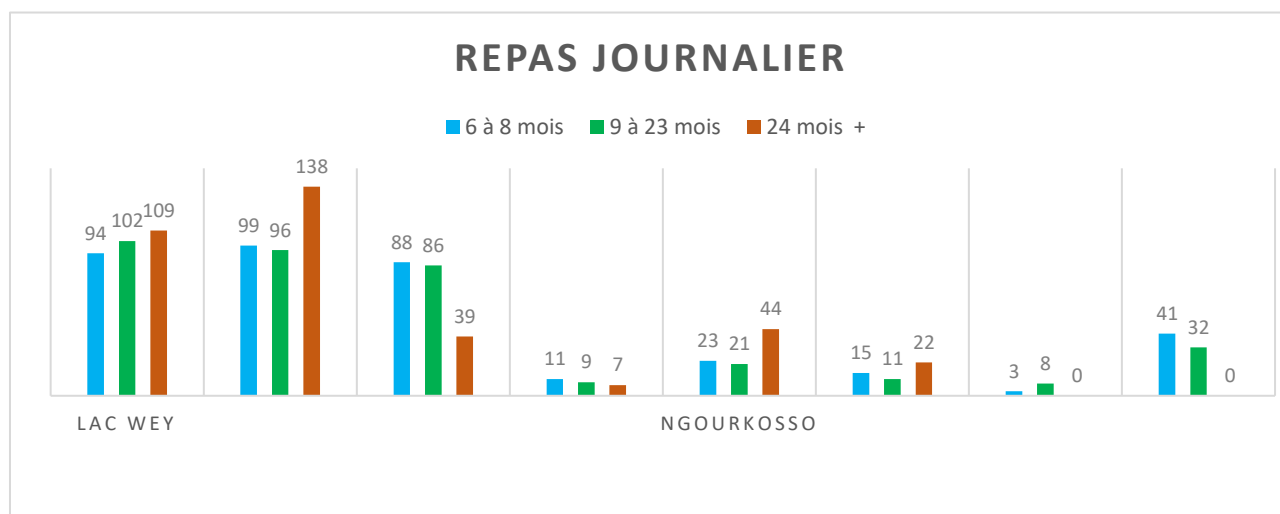
Tableau 9 : SDAM

Fréquence SDAM	Proportion
0	39%
1	22%
2	22%
3	9%
4	3%
5	5%
Total général	100%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

En revanche, selon le tableau ci-contre, la situation globalement insatisfaisante cache des disparités suivant les différents départements. Ainsi, cette diversité est de 2 à 5 groupes d'aliments en moyenne Il est à signaler que 22% mangent entre 1 et 2 groupes d'aliments par jour ou par semaine quelques fois.

N.B : Il est à noter que durant la collecte des données, il y a eu une diversité des résultats, ce qui attire notre attention, 39% ont un régime presque nul journalièrement (selon la norme SDAM : tendance à 0 près ce qui ne fait pas partie intégrante de l'histogramme mais il faut faire mention) car en matière d'apport nutritionnel alimentaire, pour passer la journée ,certains ménages mangent par exemple les jujubes, les mangues ,eau etc. Cela constitue un problème de nutrition en générale dans la zone.



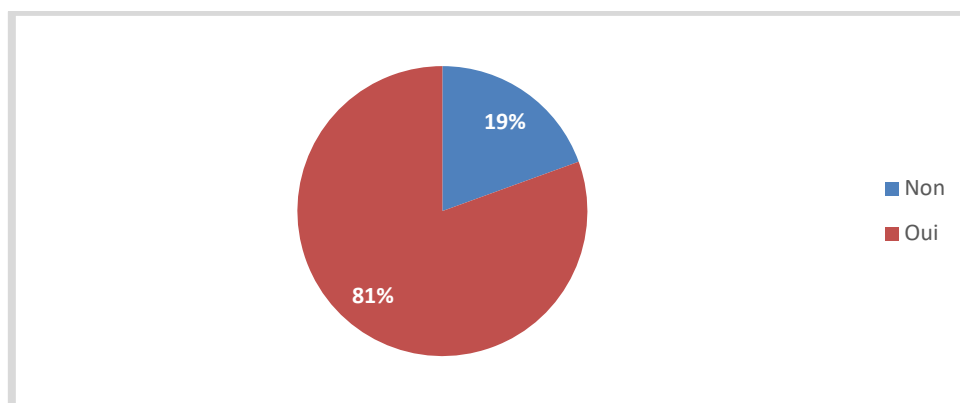
Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Proportion d'enfants de 6 à 23 mois, nourris au sein ou non, qui prennent des aliments solides, semi-solides ou mous (mais également du lait pour ceux qui ne sont pas nourris au sein) le nombre de fois minimum de repas par jour qu'ils consomment est plus de 3 sans l'allaitement. Le score de diversité alimentaire minimum acceptable pour cette tranche d'âge est de 56%.

Au Lac wey, le taux de consommation des légumes dans les ménages est élevé, suivi de l'huile et les graisses, et le sucre occupe la 3^{ème} position.

A Ngourkossou, c'est plutôt le sucre qui est beaucoup consommé, suivi des légumes, les céréales occupent la 3^{ème} position.

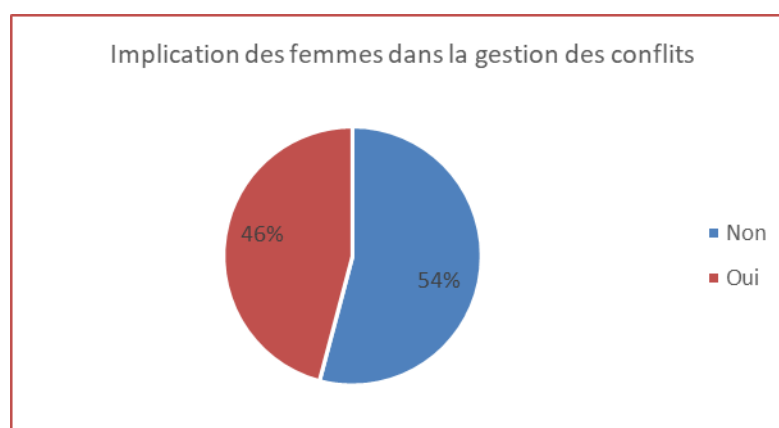
2.16 Figure 9 Existences des Gestions de conflits



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

69% des ménages affirment qu'ils existent plusieurs cas des conflits dans les villages et gérer par les comités mise en place. Par contre, ils ne sont pas satisfaits des résolutions ou des décisions prises suites aux conflits. D'autre, ils déplorent l'ingérence et la prise des parties des autorités administratives qui influences et cela ne favorisent pas la cohabitation pacifique. Mais les ménages reconnaissent l'existence des comités de gestion des comités des conflits composés des sages, chefs des cantons, villages etc.

2.17 Figure 10 : Implication des femmes dans la résolution des conflits et la cohabitation pacifique



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Dans le lac wey, il existe un grand nombre de comité des cohabitations pacifiques et très peu des femmes sont représentées. Mais dans le département Ngourkossou, la présence de comité des cohabitations pacifiques est moins nombreuse. Il faut noter que même dans les travaux des focus group les femmes

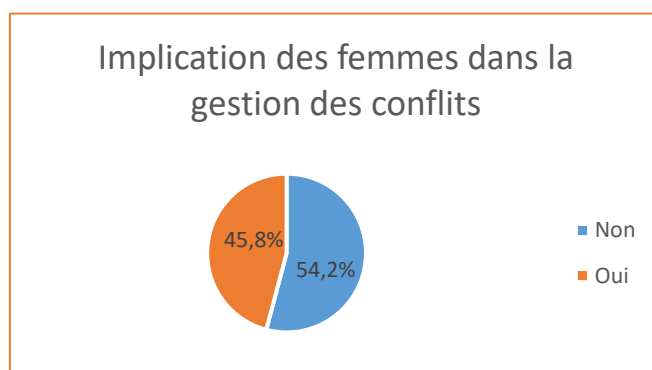
affirment qu'elles ne sont pas beaucoup impliquées dans la gestion des conflits et peu représentées dans les comités.

2.18 Tableau 11 : Implication des femmes dans la résolution des conflits par départements

Implication des femmes_conflict	Proportion
Non	54%
F	36%
Lac Wey	26%
Ngourkosso	10%
M	18%
Lac Wey	15%
Ngourkosso	3%
Oui	46%
F	28%
Lac Wey	22%
Ngourkosso	6%
M	18%
Lac Wey	15%
Ngourkosso	3%
Total général	100%

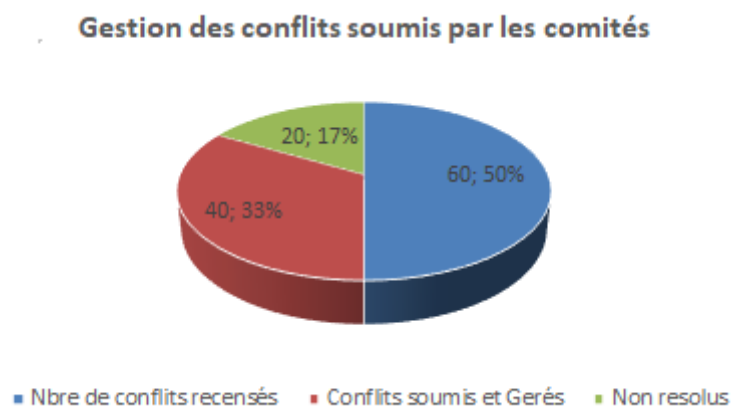
A Lac wey, les femmes ne sont pas trop impliquées dans la gestion des conflits. De même qu'à Ngourkosso compte tenu des données existantes.

2.16 Figure 10 Implication des femmes dans la gestion des conflits



La province du Logone Occidental, à l'instar des autres provinces du Tchad, ne cesse de connaître la recrudescence des cas de conflits surtout entre éleveurs et agriculteurs. Il ressort de cette évaluation que 65% de conflits intercommunautaires soumis ne sont pas résolus par les structures adéquates contre 35% qui sont soumis et gérés. Les conflits non résolus sont dus aux prises des parties par certaines autorités en charge de gestion selon les enquêtés :

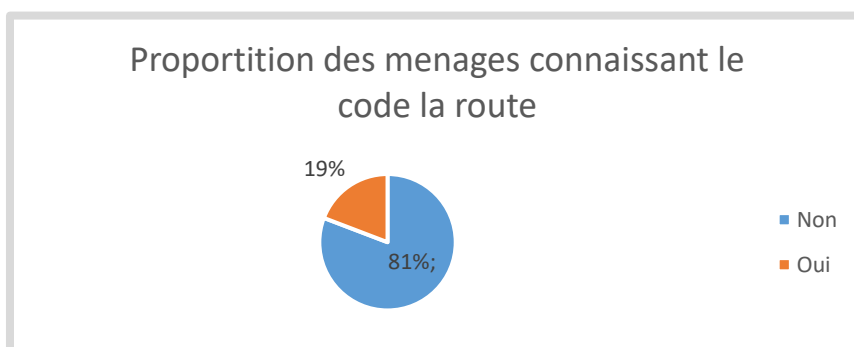
Figure 12 : Gestion des conflits



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

2.19 Tableau 10 fréquence sur la Connaissance du code de la route

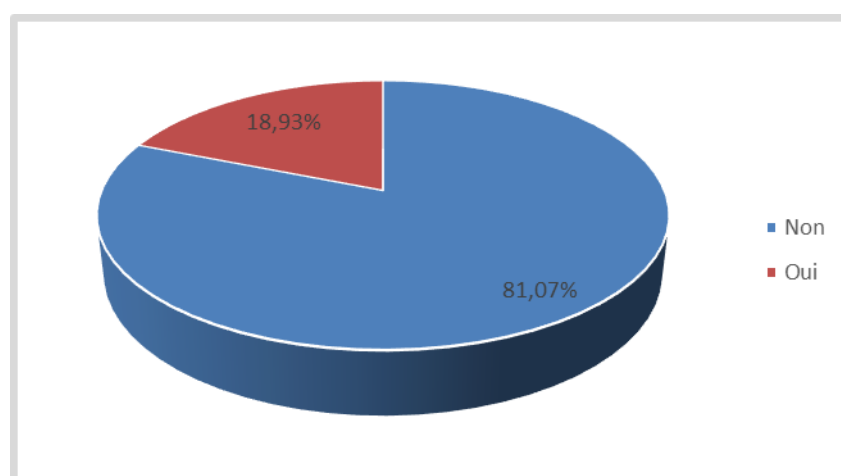
Non	81%
Lac Wey	63%
Ngourkosso	18%
Oui	19%
vLac Wey	15%
Ngourkosso	4%
Total général	100%



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

Le tableau montre que, très peu de ménages connaissent les codes de la route dans les deux départements. Mais le nombre de ceux de Lac wey dépasse Ngourkosso. Cette connaissance est basée sur les affiches physiques des panneaux dans certains villages et carrefours. Par contre, la sensibilisation sur le code de la route est souhaitée par les ménages afin d'éviter les accidents.

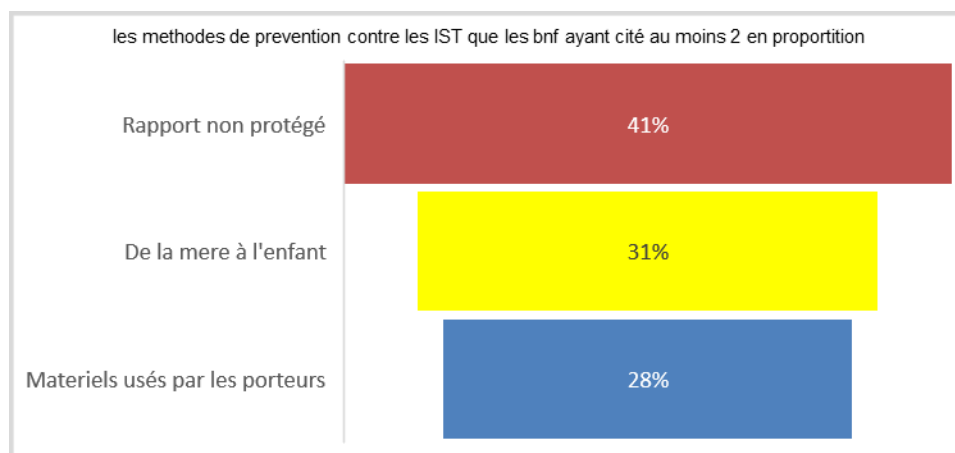
2.20 Graphique 11 : Connaissance et sensibilisation sur les IST/MST/VIH/SIDA



Au Lac wey, la bonne partie de ménage est informée à travers les séances de sensibilisation sur les IST/MST/VIH/SIDA

A Ngourkosso, ceux qui n'ont pas participé aux séances de sensibilisation sur ces maladies ne sont pas nombreux aussi que ceux du Lac wey.

2.21 Figure 13 : Les méthodes de prévention contre les IST/VIH



Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

L'évaluation a montré, que les ménages enquêtés ne connaissent pas les mesures de prévention contre les IST/VIH. Ainsi 41% des ménages souhaitent être sensibilisés mais aussi être accompagnés par des structures de dépistages volontaires dans différents centres de santé. D'autre part, il a été observé que la distribution des préservatifs n'est pas effective dans les villages comme dans les années passées selon quelques groupes des hommes rencontrés.

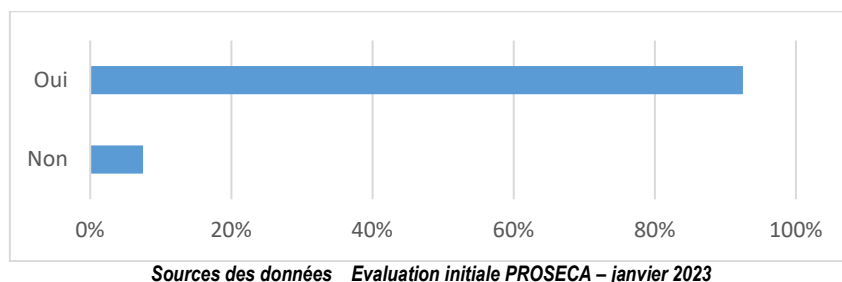
2.22 Tableau 12 Gestes barrières et prise de vaccin COVID19

Connaissance des gestes barrières contre COVID_19	Répartition
Non	88%
Lac Wey	67,93%
Ngourkosso	20,38%
Oui	12%
Lac Wey	10,60%
Ngourkosso	1,09%
Total général	100,00%

Sources des données _ Evaluation initiale PROSECA – janvier 2023

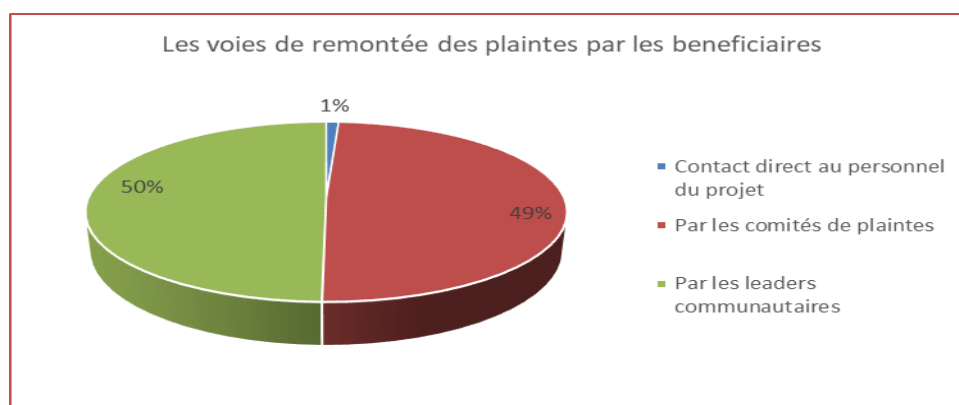
La connaissance de COVID 19 avec les gestes barrières ne sont trop connues par la grande partie de ménages au Lac wey. Cependant à Ngourkosso c'est une minorité qui ne connaît pas

2.23 Figure 14 : Prise de vaccin COVID19



Ce graphique montre que 85% des ménages ont été vaccinés c’est ce qu’affirment les ménages. Or lors des focus group et des interviews avec les groupes des femmes, celles-ci ont témoigné qu’elles sont sensibilisées contre la maladie à coronavirus mais pas vaccinés. Par contre, dans le Ngourkosso, quelques hommes ont témoigné qu’ils ont empêché l’équipe de vaccination d’entrer dans leurs villages.

2.24 Figure 15 : Remonté des plaintes



A la lumière de ce graphique ci-dessus, il est à remarquer qu’au lac wey, ce sont les leaders communautaires qui remontent plus les plaintes liées aux activités du projet par rapport aux autres voies de la remontée d’informations.

A Ngourkosso, ce sont les comités des plaintes mis en place pour le suivi de proximité des activités du projet qui remontent plus les plaintes et les feedbacks liés aux activités du projet PROSECA.

2. PRINCIPAUX INDICATEURS DU PROJET PROSECA – 2023 :

INDICATEURS	BASELINE	CIBLE
Niveau IPC	Niveau de stress (sous pression) en 2020 (21%)	Niveau Minimal en 2025 (10%)
% de population sous le seuil de pauvreté dans la province du Logone Occidental	46.7% en 2020	Réduction à au moins 41,7% d’ici 2025

% des enfants âgés de 6 à 23 mois ayant un score d'apport alimentaire minimum acceptable	56%	80%
% d'accroissement de la productivité par hectare	0%	30%
Niveau de revenu des membres des groupements bénéficiaires du projet/ hectare	9%	30%
% des groupements de producteurs fonctionnels	10% en 2022	100% en 2025
# d'hectares aménagés et optimisés	0 en 2021	1400 en 2025
Rendement des principales cultures (riz paddy, sésame, et légumes)	T/ha paddy, 0.5 T/ha sésame, 8 T/ha tomate, 10	T/ha paddy, 12 T/ha tomate, 15
		T/ha sésame 24 80% en 2025
% des ménages touchés appliquant au moins 70% des pratiques agro-pastorales améliorées vulgarisées	16,84 % en 2021	50% en 2025
% de conflits analysés par les structures de prévention et de médiation par rapport aux cas soumis	35% en 2021	
% des femmes ayant augmenté leur capital économique (biens de consommation, animaux, épargne, etc.)	5% (soit 2090 F) en 2022	60% en 2025
% des AVEC fonctionnels	20 % en 2022	75 % en 2025
Le revenu moyen des membres des AVEC	2090 F en 2022	2500 en 2025 (85%)
Proportion de ménages ayant une source de revenu secondaire	30%	75% en 2025
% des arbres plantés vivants après quatre ans du projet	ND	50 % en 2025
% d'évolution des connaissances des ménages sur le code de la route	5% en 2021	50% en 2025
% de personnes sensibilisées sur les IST citant au moins 2 modes de transmission de VIH	18.93% (20,11% des femmes et 16,82% des hommes) en 2022	75% en 2025
% des personnes sensibilisées sur les mesures de prévention de COVID-19 pouvant citer 3 mesures barrières	19 % (19,29% des femmes et 18,47% des hommes) en 2022	75% en 2025

Sources : Enquête Baseline PROSECA, BEEADIS, Moundou, Enquête janvier 2023

3. CADRE DES RESULTATS DES FOCUS GROUPES AVEC LES DIFFERENTS ACTEURS ET INFORMATEURS CLES

<u>SYNTHESE DES TRAVAUX DES FOCUS GROUPES AUPRES DES INFORMATEURS CLES</u>	
<u>QUESTIONS D'EVALUATION</u>	<u>REPONSES AUX QUESTIONS</u>
1 : Connaissez-vous les modes de transmission des IST/VIH les plus fréquentes de votre zone ? Si oui, lesquels?	Réponse 1 : 4/9 ont répondu qu'ils n'ont pas d'information sur la maladie. Réponse 2 : 5/9 ont répondu OUI et les IST/VIH les plus fréquents sont le SIDA et la Gonococcie.
2 : Avez-vous entendu parle de COVID -19 ? si oui, connaissez-vous les mesures barrières ? Si oui, pourriez- nous citer au moins 3 de ces mesures ?	Réponse 1 : 9/9 ont répondu OUI et les connaissent les mesures barrières sont : Eviter de saluer les personnes, porter les cache-nez, Eviter l'attroupement, pratiqué le lavage des mains. Réponse 2 : 2/9 ont répondu OUI, mais ils ne sont pas sensibilisés sur la maladie par contre ils ont été vaccinés.
3 : Avez-vous des comités de cohabitation pacifique dans votre zone ? si oui, quelle organisation qui les a mis sur pied et comment ce comité fonctionne-t-il ? combien de conflits ont-ils géré et soumis ?	Réponse 1 : 6/9 ont répondu OUI qu'il existe un comité de gestion des conflits. Ces comités sont mis sur place par les initiatives locales (autorité traditionnelles et administratives). Ils fonctionnent difficilement car ils n'ont pas d'appui et plusieurs cas ont été gérés. Réponse 2 : 3/9 ont répondu qu'il n'existe pas un comité de gestion pour la cohabitation pacifique.
4 : connaissez-vous le code la route ? si oui, comment les savez-vous ?	Réponse 1 : 5/9 ont répondu NON qu'ils ne connaissent pas le code de la route. Réponse 2 : 4/9 ont répondu OUI qu'ils connaissent le code la route, à travers les panneaux de signalisation, le respect des priorités et aussi les conseils des parents.
5 : Que pensez-vous de la campagne agricole passée pour les spéculations suivantes ? quelle était leur production en termes de kg ✓ Oignon ✓ Sésame	Réponse 1 : 5/9 ont produit des sésames et arachides dont les tonnes varient de 150 kg à 1600 kg.

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Riz paddy ✓ Arachide 	<p>Réponse 2 : 4/9 ont dit que la production de l'année dernière n'a pas été rose pour eux car ils ont fait un échec total et les raisons sont : forte pluviométrie, inondation etc.</p> <p>Remarque : 5/9 n'ont pas produit l'oignon et le riz.</p>
<p>6 : Le projet place-t-il effectivement et efficacement les femmes et les filles au centre du programme ? (Ceci doit se refléter dans l'ensemble des activités du projet)</p>	<p>Réponse 1 : 9/9 ont confirmé que le projet a pris en compte effectivement les femmes et les filles au centre du programme.</p>
<p>7 : Le projet offre-t-il en permanence aux femmes et aux filles des opportunités fortes et égales en ce qui concerne la participation dans les instances décisionnelles à base communautaires ?</p>	<p>Réponse 1 : 9/9 ont confirmé que le projet offre aux femmes et filles des opportunités égales en ce qui concerne la participation dans les instances décisionnelles.</p>
<p>8 : Le projet prend-il suffisamment en compte les besoins et demandes spécifiques des femmes et des filles (ex. : protection contre la violence du genre, etc.) Lors de la mise en œuvre des activités?</p>	<p>Réponse 1 : 5/9 confirment que le projet a pris en compte suffisamment en compte les besoins des femmes et des filles.</p> <p>Réponse 2 : 4/9 ne sont pas informé sur le volet de la protection contre la violence basée sur le genre par le projet.</p>
<p>9 : Les opportunités du projet sont-elles utilisées de manière efficace et efficiente pour transformer les pratiques et les croyances inégales entre les sexes au sein des communautés cibles ?</p>	<p>Réponse 1 : 9/9 ont confirmé que les opportunités du projet sont utilisées de manière efficace et efficiente pour transformer les pratiques et les croyances inégales entre les sexes.</p>
<p><u>Résilience</u></p>	
<p>10. Le projet fournit-il aux communautés cibles des capacités suffisantes pour mettre en place des mécanismes de lutte contre la nutritionnelle durables, forts et/ou consolidés ?</p>	<p>Réponse 1 : 7/9 confirment que le projet fournit aux communautés les capacités suffisantes pour mettre en place des mécanismes de lutte contre la nutrition durable.</p> <p>Réponse 2: 2/9 ne savent pas.</p>
<p>11. Le projet donne-t-il aux femmes et aux filles les moyens d'acquérir le niveau de résilience nécessaire pour faire face aux périodes difficiles basé sur l'autonomie et de l'autodétermination ?</p>	<p>Réponse 1 : 8/9 confirment que le projet donne aux femmes et aux filles les moyens d'acquérir le niveau de résilience nécessaire pour faire face aux périodes difficiles basé sur l'autonomie et de l'auto-détermination.</p> <p>Réponse 2 : 1/9 ignore</p>
<p><u>Gouvernance</u></p>	

12. Le programme du projet permet-il de promouvoir efficacement la bonne gouvernance locale des résultats escomptés du projet en assurant la durabilité à long terme ?	Réponse 1 : 8/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 1/9 ignore.
13. Les structures, institutions et organisations locales sont-elles suffisamment intégrées dans la mise en œuvre du projet afin d'atteindre au mieux les objectifs et buts du programme ?	Réponse 1 : 7/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 2/9 ignorent
14. Le projet permet-il de renforcer la gouvernance inclusive des structures, institutions et organisations locales permettant de promouvoir et de construire des changements durables et des solutions innovantes ?	Réponse 1 : 7/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 2/9 ignorent
A propos de la protection et la prévention contre le harcèlement sexuel, l'exploitation et les abus (PSHEA)	
15. Est-ce que le projet respecte et met en œuvre la politique de CARE en ce qui concerne la protection contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels ?	Réponse 1 : 3/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 6/9 ignorent
16. Existe-t-il des mécanismes et des systèmes solides et consolidés pour informer, sensibiliser et protéger les participants/bénéficiaires du programme en matière de PSHEA ?	Réponse 1 : 2/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 7/9 ignorent
17. Le projet met-il en place des systèmes/mécanismes solides et robustes pour répondre aux plaintes et aux cas de violation de la politique de CARE sur le PSHEA ?	Réponse 1 : 2/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 7/9 ignorent
18 Le projet pré voit-il des mécanismes suffisants pour protéger les participants/bénéficiaires du programme contre la violence basée sur le genre (VBG) ?	Réponse 1 : 4/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 5/9 ignorent
19. Le projet dispose-t-il de mesures suffisantes pour prévenir et protéger les enfants des abus dont ils peuvent être la cible ? (Ex. : lorsque leurs mères participent aux activités du projet)	Réponse 1 : 4/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 5/9 ignorent
A propos des procédures	
20. Le projet fournit-il des mécanismes de rapport et de retour d'information suffisants et consolidés aux participants/bénéficiaires du programme ?	Réponse 1 : 3/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 6/9 ignorent

21. Le retour d'information des participants/bénéficiaires du programme est-il suffisamment et efficacement intégré dans les activités du projet afin d'améliorer la qualité et de répondre aux besoins du groupe cible ?	Réponse 1 : 4/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 5/9 ignorent
22. Le matériel de soutien du projet est-il suffisamment adapté au niveau d'éducation/alphabétisation, aux coutumes et aux normes/valeurs sociales des groupes cibles ?	Réponse 1 : 7/9 ont répondu OUI Remarque : ces matériels sont insuffisants. Réponse 2 : 2/9 ignorent
23. Dans quelle mesure la relation entre les intrants et les extrants est-elle efficace en termes de temps, de coûts et de normes de CARE ?	Réponse 1 : aucune information.
24 Le projet dispose-t-il de mécanismes et de mesures solides et robustes en place afin d'appliquer la politique de tolérance zéro de CARE contre la fraude, la corruption et le terrorisme ?	Réponse 1 : 4/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 5/9 ignorent
A propos de la stratégie	
25. Le projet s'aligne-t-il sur la stratégie et la vision du pays?	Réponse 1 : 7/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 2/9 ignorent
26. Le projet s'inscrit-il dans la stratégie du programme des membres du Consortium au World Vision, Care International et IHDL?	Réponse 1 : 7/9 ont répondu OUI Réponse 2 : 2/9 ignorent
27 : Que proposeriez-vous pour la réussite de ce projet ?	Réponse 1 : 9/9 ont proposé ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> - Installation des forages - Construction d'un centre de santé - Dotation des engrains organiques - Le soutien des activités - Soutien avec les intrants et les outils agricoles ; - Des outils et matériels des jardins potagers - Octroi des microcrédits - Formation des comités de lutte contre les VBG
	Réponse 1 : 9/9 ont conseillé à l'équipe ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas décevoir les bénéficiaires - Corriger les retards dans la mise en œuvre

<p>28 : Quels conseils donneriez a l'équipe de la mise en œuvre en terme d'exécution des activités et le système de communication mis en place par le projet PROSECA ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - De soutenir les activités des bénéficiaires - Supporter les bénéficiaires et leur venir en aide à tout moment - Suivre les activités pour une bonne évolution et impliqué les bénéficiaires - Former et orienter les groupements sur les techniques agricoles.
<p>29. Le projet a-t-il un système d'information en place vous permettant de remonter les plaintes et feedbacks liés aux activités ? Si, oui comment fonctionne-t-il ce système ? Pensez-vous qu'il est efficace ?</p>	<p>Réponse 1 : 3/9 ont répondu OUI C'est à travers les ADC et les animateurs Réponse 2 : 6/9 ne connaissent pas.</p>
<p>30. Avez-vous des questions particulières à nous poser ?</p>	<p>Réponse 1 : 9/9 ont posé les questions en ce terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'enquête sert à faire quoi ? - Pensez-vous réaliser les activités prévues ? - Comment remédier au problème de l'eau pour le maraichage ? - Est-ce que le projet donnera l'argent pour les AGR ? - Pensez-vous nous construire un grenier/Magasin communautaire ? - Est-ce que le projet peut nous renforcer les capacités pour mener à bien nos activités ? - Est-ce que le projet peut financer nos projets ? - Est-ce que le projet peut mettre à notre disposition les moyens de communications et roulants ?

SYNTHESE DES INFORMATEURS CLES (LES PRESIDENTS ADC, CHEF DE QUARTIER ET SECRETAIRE CANTONAL)

Questions	Reponses
<p>1) Le programme du projet permet-il de promouvoir efficacement la bonne gouvernance locale des résultats escomptés du projet en assurant la durabilité à long terme ?</p>	<p>5/5 ont confirmé que le programme permet de promouvoir efficacement la bonne gouvernance locale.</p>
<p>2) Les structures, institutions et organisations locales sont-elles suffisamment intégrées dans la mise en œuvre du projet afin d'atteindre au mieux les objectifs et buts du programme ?</p>	<p>5/5 ont confirmé que les structures, les institutions et les organisations locales sont suffisamment intégrées dans la mise en œuvre du projet. Mais il est à noter que les informations les parviennent avec un retard dans la mise en œuvre des activités.</p>

<p>3) Le projet permet-il de renforcer la gouvernance inclusive des structures, institutions et organisations locales permettant de promouvoir et de construire des changements durables et des solutions innovantes ?</p>	<p>5/5 ont affirmé que le projet permet de renforcer la gouvernance inclusive des structures, institutions et organisations locales pour permettre de promouvoir et de construire des changements durables et des solutions innovantes. Mais dans la mesure où ces activités prévues sont réalisées totalement à des moments favorables.</p>
<p>4) Le projet met-il en place des systèmes/mécanismes solides et robustes pour répondre aux plaintes et aux cas des violations de la politique CARE sur le PSHEA ?</p>	<p>1/5 confirme que le projet a mis en place des systèmes et mécanismes solides pour répondre aux plaintes et aux cas des violations de la politique de CARE. 4/5 ne sont pas informés.</p>
<p>5) Quels conseils donneriez-vous à l'équipe de la mise en œuvre en termes d'exécution des activités et le système de communication mise en place par le projet PROSECA ?</p>	<p>5/5 ont donné conseils en ce terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les délais prévus pour les activités à exécutées ; - Assurer les suivis réguliers sur les activités confiées aux agents du terrain ; - Rappeler le dates et l'avancement de activités aux agents du terrain ; - Prévoir aux moins à 48H pour la prise de rendez-vous sur les activités ; - Continuer à encourager les activités et les projets des groupements ; - Soutenir les groupements avec des grillages pour la sécurisation des parcelles ; - Sensibiliser les éleveurs sur le projet.
<p>6) Le projet a-t-il un système d'information en place vous permettant de remonter les plaintes et feedback liés aux activités ? Si oui, comment fonctionnent-il ce système ? Pensez-vous qu'il est efficace ?</p>	<p>Réponse 1 : 4/5 ont répondu OUI, le projet a un système d'information permettant de remonter les plaintes et feedback liés aux activités. Ce système fonctionne par le biais des ADC et les animateurs mais ces derniers éprouvent d'énormes difficultés pour faire passer les informations donc ceux-ci demandent une amélioration.</p> <p>Réponse 2 : 1/5 ignore ce système d'information.</p>
<p>7) Avez-vous de questions particulières à nous poser ?</p>	<p>5/5 ont posé les questions en ce terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pensez-vous prévoir un moyen de déplacement pour les agents de terrain ? - Est-ce le projet peut mettre à notre disposition les intrants et extrants dans le délai le plus proche ? - Est-ce que le projet peut mettre à notre disposition les moyens de communication ?

REPONSE PARTENAIRES (ACTION SOCIALE ET RECOSAN)

Organisations	Action Sociale
Nom du répondant	LODI BATINDAH
Poste	Délégué
Contact	66 26 06 91
Questions	Reponses
1) Avez-vous entendu parler du PROSECA ?	Oui dans le cadre de lancement, recensement des sinistrés.
2) Votre organisation a-t-il participé au lancement officiel de ce projet dans la province du Logone Occidental ?	Non, manque du temps.
3) Y a-t-il une synergie d'action entre vous et le PROSECA ?	Oui mise en œuvre des activités de planification et ciblage.
4) Avez-vous des contacts formels ou informels pour partager les expériences et les leçons apprises entre vous et le projet PROSECA ?	Oui contact formel
5) Que proposez-vous à l'équipe du projet PROSECA pour la réussite de ces actions en cours et la pérennisation de celles-ci ?	J'encourage le projet à développer les actions et trouver une stratégie pour les ménages les plus vulnérables (handicapés, personnes âgées, aveugles, enfants non accompagnés, veuves etc.) ;
6) Que pensez-vous du système de communication entre vous et le projet PROSECA ?	Renforcer la communication et la coordination
7) Y a-t-il quelque chose que vous voulez ajouter à cette discussion ?	Renforcer les efforts dans les actions en faveur des enfants et des femmes (surtout les filles mères et l'alphabétisation des femmes).

Organisations	RECOSAN
Nom des répondants	Dr LAGASSOU (66 27 45 58) Dr ZAKARIA AMALADINE MAHAMAT (66 41 6469)
Questions	Réponse
1) Avez-vous entendu parler du PROSECA ?	Oui, mais pas d'une manière formelle.
2) Votre organisation va-t-il participé au lancement officiel de ce projet dans la province du Logone Occidental ?	Oui, c'est juste le chef du projet mais pas l'équipe technique.
3) Y va-t-il une synergie d'action entre vous et le PROSECA ?	Non, mais les activités du projet RECOSAN sont similaire à celles du PROSECA.
4) Avez-vous des contacts formels ou informels pour partager les expériences et les leçons apprises entre vous et le projet PROSECA ?	Oui, mais entre la coordination des projets.
5) Que proposez-vous à l'équipe du projet PROSECA pour la réussite de ces actions en cours et la pérennisation de celles-ci ?	Partager les chronogrammes des activités avec les partenaires
6) Que pensez-vous du système de communication entre vous et le projet PROSECA ?	Renforcer la communication, échanger des contacts avec l'équipe de terrain
7) Y a-t-il quelque chose que vous voulez ajouter à cette discussion ?	Renforcer la coordination entre l'équipe de terrain

4. DIFFICULTES

- Insuffisance des mobiles de transport (moins de trois) pour mettre à la disposition de l'équipe lors du déroulement de cette évaluation ;
- Indisponibilité de certains ménages lors de passage des enquêteurs.

5. PRINCIPALES SUGGESTIONS DES GROUPES RENCONTRES ET LES RECOMMANDATIONS

- Restitution (feedback) des résultats de l'évaluation aux bénéficiaires ;
- L'égalité dans la gestion des conflits relative à la prise en compte des questions liées à la cohabitation pacifique ;
- Renforcer la sensibilisation sur la cohabitation et le vivre ensemble afin de réduire les conflits dans la zone du projet ;
- Impliquer les femmes dans les comités de gestion des conflits ;
- Dotation des semences à temps ;
- Formation sur techniques agricoles améliorées de temps en temps ;
- Insuffisance d'eau dans le département de Ngourkosso ;
- Appuyer les ménages avec les outils agricoles et tracteurs ;
- Impliquer davantage les ADC dans le comité de suivi des projets au niveau local.

6. RECOMMANDATIONS GENERALES

- ☞ Renforcer les visibilité sur le projet PROSECA au niveau terrain en implantant les plaques avec le logo du consortium et du bailleur ;
- ☞ Renforcer la communication et le partage d'expériences avec les partenaires sur le terrain (Ex : RECOBAN, Action social) ;
- ☞ Partager les plannings des activités de terrain avec les bénéficiaires et les acteurs locaux ;
- ☞ Prendre en compte les autres spéculations non citées dans l'étude ;
- ☞ Prendre en compte, la difficulté d'accès à l'eau pour les travaux des cultures maraichères dans la zone de Ngourkosso en particulier ;
- ☞ Renforcer la coordination et la concertation entre les acteurs afin d'éviter les chevauchements (GIZ, RECOBAN.... Ex : MAM, AGR, unité de transformation qui sont déjà prévus par les partenaires....) ;
- ☞ Prévoir les mobiles suffisants pour les prochaines études afin de rendre autonome l'équipe de collecte des données ;
- ☞ Revoir le budget pour la consultance en hausse pour les autres évaluations prévues dans le cadre du projet.
- ☞ Mettre à la disposition des bénéficiaires un fonds pour les AGR ;
- ☞ Former des relais communautaires pour les sensibilisations contre les maladies et les VBG ;
- ☞ Renforcer les bénéficiaires par les techniques des cultures améliorées ;
- ☞ Doter les bénéficiaires des outils des travaux de la culture maraichère ;
- ☞ Mettre à la disposition des bénéficiaires les dépliants du code de la route pour mieux connaître ;

- ☞ Organiser la formation des comités de gestion des conflits pour mieux gérer les conflits dans les zones du projet
- ☞ Intensifier les sensibilisations sur les mesures barrières contre la COVID-19..

7. **Recommandations et propositions des actions liées aux indicateurs du projet :**

- Prévoir un suivi pour le renforcement des enfants de 6-23 déclarés malnutris et sortis guéris du programme ;
- Revoir la valeur cible finale de cet indicateur « % des enfants âgés de 6 à 23 mois ayant un score d'apport alimentaire minimum acceptable » à 80% d'ici la fin du projet à la révision du projet.
- Développer les activités génératrices de revenus dans les zones qui ne répondent pas aux potentialités maraichères ;
- Former les bénéficiaires sur la production des semences à s'autoproduire ;
- Renforcer la capacité des bénéficiaires sur les techniques innovantes pour augmenter le taux de rendement de production comparèrent aux années écoulées ;
- Promouvoir l'activité agro-pastorale dans les zones d'intervention, cela permet de diminuer le seuil de pauvreté et limiter les conflits ;
- Renforcer la capacité des femmes allaitantes à travers la sensibilisation pour réduire le taux de prévalence de la malnutrition et changer leur habitude alimentaire ;
- Promouvoir les activités maraichères dans les zones où les pratiques sont possibles .Cela permettra aux producteurs d'augmenter leurs revenus et améliorer le score de consommation alimentaire, un mécanisme clé pour la recherche de la sécurité alimentaire ;
- Faciliter l'accès aux terres et son contrôle en faveur des femmes productrices ou femmes membres des groupes AVEC pour leur autonomisation sociale et économique ;
- Renforcer la capacité des comités de gestion des conflits communautaires sur les différents types conflits via leurs conséquences à long terme, et les compétences à gérer selon les circonstances ;
- Former les associations de développement cantonal (ADC) sur le système d'alerte précoce(SAP), ceci permettra d'être à jour sur les informations liées aux menaces dans les zones d'intervention notamment, des attaques sur les cultures, les cas d'incendies, les phénomènes naturels, l'insécurité...
- Former les ADC sur les mécanismes de redevabilité ;
- Respecter la période d'évaluation à la prochaine échéance ;
- Renforcer l'effectif du personnel en particulier, les techniciens du terrain pour leur contribution à la mise en œuvre du projet ;
- Renforcer fortement la sensibilisation sur les IST et les codes de conduite.
- L'équipe du projet doit engager les activités dans le but de sensibiliser la population sur les gestes barrières et l'importance de la vaccination pour la lutte contre le COVID -19 en partenariat avec la délégation sanitaire et les partenaires en charge.

- Le projet doit mener des campagnes de la Sensibilisation la population sur les connaissances de l'importance de code de route et des panneaux de signalisation (Prévoir l'Installation des panneaux de signalisations pour mieux informer la population de la code de route) car elles sont beaucoup méconnues dans la zone selon le résultat obtenu ci haut.

8. CONCLUSION

La réalisation de l'évaluation Baseline du PROSECA a permis de renseigner certains indicateurs qui n'avaient pas des données de référence au départ du projet. L'évaluation réalisée dans les deux départements : Ngourkosso et Lac Wey dans la province du Logone Occidental, nous montre quelques défis, mais aussi et surtout a mis en lumière l'état de vulnérabilité des ménages de la zone du projet impacté par la maladie à Covid-19 et l'effet des inondations et les cas des conflits récurrents depuis les deux dernières années.

La mauvaise production agricole des deux dernières années a eu des conséquences très graves sur l'économie des ménages et cela a engendré une faible alimentation chez les enfants comme source d'une augmentation de la malnutrition. D'autre part, l'insuffisance et le manque de connaissances sur les techniques agricoles demeurent une préoccupation importante des ménages et nécessitent une attention particulière.

Il faut signaler que les cultures maraichères ne sont pas très développées et ne sont pratiquées comme une activité complémentaire à l'agriculture pluviale selon les bénéficiaires pour les années antérieures. A cet effet, il est important de sensibiliser les bénéficiaires à développer plus des cultures maraichères qui pourraient combler les besoins alimentaires des ménages car ces contraintes fondamentales entraînent des mauvaises productions agricoles et donc une insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du projet et de la province du Logone Occidental en général. L'on observe ainsi un accroissement de l'extrême pauvreté des ménages, un exode rural et surtout un chômage élevé des jeunes dans la zone. Pour appuyer les travaux de cultures maraichères, il est important de prévoir des points d'eau supplémentaires ou des puits maraichers afin d'aider les zones dépourvues d'accès d'eau suffisante pour les travaux maraichers.

Par ailleurs, malgré les difficultés notamment liées aux inondations dont celles en 2022 qui ont entraîné de mauvaises productions et les conflits locaux résultant de la présence d'éleveurs nomades ; les ménages agropastoraux des deux départements du projet continuent à développer des stratégies d'adaptation.